35¢

CITÉ LIBRE

XVe année No 65 MARS 1964 NOUVELLE SÉRIE

SOMMAIRE

XVe année, No 65
Mars 1964

revue mensuelle

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité Libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration :
3407, rue Saint-Denis
Montréal 18 — 845-5631

Service des abonnements :

Cité Libre
5090, rue Papineau
Montréal 34
Tél. 526-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

Vente d'anciens numéros :
Pierre Tanguay, archiviste
661, rue Stuart, Montréal 8

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



LES "PLORINES" AU POUVOIR

par *Pierre VALLIÈRES*

ON m'excusera de commencer cet article par une vérité brutale : les élites québécoises en place aujourd'hui semblent n'avoir mis au pouvoir les revendications anti-duplessistes des années 50 que pour entretenir des illusions bourgeoises et assumer le rôle de temporisateurs.

I — D'une part, à l'exception de René Lévesque, nos pseudo-leaders, aussi bien politiques qu'intellectuels (Cf. éditorialistes), revêtent cette réalité théorique qu'est LE Canada de symboles sociologiques et culturels taillés sur mesure, comme s'ils avaient tiré une véritable essence métaphysique de la Confédération.

Malheur à qui ose mettre en question le caractère « global » de la « nation » canadienne. Malheur surtout au Québécois qui affirme publiquement sa volonté d'être maître chez lui . . . , qui même s'arroge le droit de dire à Ottawa qu'un gouvernement fédéral n'a de raison d'être qu'en tant que serviteur des intérêts particuliers de chacun des Etats d'une fédération.

Alors que nous sommes en droit de réclamer d'Ottawa qu'il serve notre émancipation économique, politique et sociale, on ne compte pas les discours, éditoriaux et articles de revues (ce qui nous sert de pensée autochtone) qui nous prêchent une fidélité aveugle à une Confédération qui visiblement ne nous aide pas à nous émanciper. Ceux qui ont appris au Québec la loyauté envers le catholicisme sont les mêmes qui, aujourd'hui, prêchent la loyauté envers la Confédération en feignant d'ignorer les intérêts privilégiés que ce mythe « patriotique » recouvre de son juridisme anglo-saxon.

II — D'autre part, ces bergers du statu quo nous demandent d'applaudir aux réformes du gouvernement Lesage tout en nous mettant bien en garde contre un excès de revendications qui pourraient peut-être, un jour, pousser quelques-uns d'entre nous à réclamer ouvertement une révolution, c'est-à-dire la destruction de la structure globale sur laquelle s'appuient les intérêts financiers et politiques de Québec, d'Ottawa et de Washington.

Ces vertueux du « juste milieu » moyenâgeux, qui se contentent de tout expliquer (et de tout paralyser) par leur prudence, ignorent sans doute qu'une politique « réformiste » — comme celle amorcée par le gouvernement Lesage en 1960 — à force de modifier peu à peu des structures partielles, finira par créer un ensemble de transformations concrètes qui ne seront plus adéquates à la structure globale inchangée et accéléreront de plus en plus le processus de mise en question de cette structure désuète. Car toute réforme réelle implique qu'elle se situe dans un autre type de société que celle qui l'a vu naître. Toute réforme sérieuse conduit à la révolution, parce que toute modification importante d'un ensemble structuré condamne inévitablement au changement toute la structure sociale.

Cela, l'épiscopat du Québec l'a bien vu en s'acharnant contre le bill 60 . . . et sa victoire sur les éléments progressistes du cabinet Lesage retarde pour plusieurs années encore une réforme dont la « révolution » québécoise avait un urgent besoin. C'est peut-être pour cela qu'on a demandé à la population, chefs syndicaux en tête, de se réjouir !

Quant à la nationalisation de l'électricité, elle ne servira réellement à la création des instruments économiques d'une nouvelle démocratie au Québec qu'en s'appuyant sur un ensemble plus solide de gestion par l'Etat québécois des ressources naturelles de base, des moyens de transport et de communications et des autres secteurs qui sont essentiels au développement d'une économie indépendante.

Je comprends un peu que nos élites cléricobourgeoises, même si elles se piquent parfois d'être anti-cléricales (ce qui ne signifie pas grand-chose), je comprends que ces élites, dont les réflexes psychologiques et intellectuels sont commandés depuis l'enfance par la Vérité, se parent des vertus de la sagesse ou des oripeaux verbeux du libéralisme « démocratique » pour dire aux jeunes qu'ils ont tort de commencer une lutte sur le plan idéologique, c'est-à-dire qu'ils ont tort de vouloir découvrir un sens à l'histoire et de vouloir donner un contenu positif (socialiste) à la volonté d'émancipation collective des Canadiens français.

Comme si nous étions libres de produire un idéal abstrait ou arbitraire du fond de notre individualité et de refuser, au nom d'une perfection rêvée ou d'une bonne conscience sécurisante, non seulement l'identification au milieu auquel nous appartenons, mais encore la responsabilité d'assumer toute activité concrètement historique, susceptible d'aider ce milieu à réaliser au moins une des possibilités de son avenir.

Comme si nous n'avions pas à exiger que l'évolution actuelle soit orientée de façon à ce que tout le monde en soit également bénéficiaire. Et comme si cette orientation pouvait se faire démocratiquement, c'est-à-dire de manière à être l'expression collective de la responsabilité populaire, sans qu'une action soit menée, visant à donner l'initiative et le contrôle de l'édification d'un Etat moderne et juste au peuple, aux salariés de toute catégorie. Comme si, en somme, on pouvait réellement souhaiter et exiger la création de structures qui favorisent et garantissent l'émancipation des Canadiens français, ainsi que la jouissance pleine et entière de leurs libertés, sans adhérer à l'idéologie socialiste (ce qui ne veut pas dire sa propagande).

Ce choix, nous n'avons pas eu à le faire entre des principes abstraits, mais entre des forces et des mouvements réels, entre la force du pouvoir établi dont la « mission » est de garantir l'ordre pour que fructifient pacifiquement la richesse et les institutions des classes privilégiées, et entre la force ouvrière (au sens le plus large du mot) dont le rôle n'a consisté jusqu'à maintenant, au Québec comme partout en Amérique, qu'à servir de main-d'oeuvre muette au développement de la bourgeoisie.

Cette force nouvelle, à peine éveillée et même maintenue dans son ignorance par le manque de radicalisme des syndicats, je ne pense pas qu'elle exige actuellement que l'on mette des socialistes au pouvoir (d'ailleurs, où les prendrait-elle ?), mais plutôt qu'il se crée un type nouveau de pouvoir qui lui donne la responsabilité réelle de la gestion économique, — de l'entreprise où chacun gagne sa croûte aux centres de décision globaux où l'on s'organise pour que tout le monde mange effectivement toutes les croûtes dont il a besoin. Et comme il n'y a qu'une façon d'être créateur, qui est d'être révolutionnaire, je demande aux bergers traditionnels de me dire si leur paternalisme bourgeois, inféodé au conservatisme de l'argent et de la philosophie thomiste, est une alternative possible à notre besoin de révolution, à notre besoin de rechercher les moyens de promouvoir effectivement, en partant des réalités d'ici et spécialement des syndicats québécois, l'avènement de ce genre de pouvoir sans lequel l'Etat du Québec ne pourra devenir une démocratie « populaire ».

Car c'est bien ce que nous voulons : une démocratie véritable, où le citoyen se sentira pleinement chez lui, pour remplacer le régime pseudo-démocratique actuel qui est au service exclusif de classes privilégiées.

III — C'est pourquoi il importe que nous ne restions pas neutres en ce monde, même si, pour avoir choisi, il faut passer pour fanatiques et illuminés.

Nous ne sommes rien pour le Québec, si nous ne nous décidons pas pour une cause. Il ne s'agit pas de nous embrigader aveuglément, mais de faire le choix libre de nous lier à quelque chose dont nous voulons assumer la responsabilité.

Ce choix est aussi éloigné que possible de la fausse noblesse intellectuelle qui reste absente partout où elle devrait assumer des responsabilités et qui, à la fin, livre nécessairement la politique, l'économie, la vie sociale et la culture aux forces les plus aveugles, quitte, il va sans dire, à expliquer après coup, du haut de sa fatuité, et d'une façon tout à fait neutre, les destructions et les aliénations que ces forces ne peuvent pas ne pas engendrer.

Cette fausse supériorité, au sourire sceptique et blasé, est une véritable peste, plus nuisible encore que l'ignorance ou la bêtise. Elle paralyse la pensée et l'action, alors qu'il est urgent ici de débloquer l'une et l'autre.

Nous sommes nés dans une société où chacun a appris de ses maîtres à fuir le monde, pour pouvoir se constituer au moins une vie pleine de sens dans sa sphère individuelle et privée. Là au moins chacun avait l'illusion de dominer son destin. Mais c'était pour ne point vivre. Car la condition essentielle de notre humanisation est l'engagement. Le caractère historique de notre vie exige qu'elle s'identifie avec un mouvement historique. Ici, au Québec, cela veut dire assumer concrètement la responsabilité d'une oeuvre à faire en fonction de l'avenir québécois dont nous ne sommes pas libres de nous désolidariser.

Or, le Québec évolue de telle façon qu'il doit obtenir une auto-détermination entière et absolue s'il ne veut pas demeurer un Etat domestique et servile. L'auto-détermination est exigée par la volonté d'émancipation de la collectivité québécoise. C'est pourquoi il est normal que l'on parle actuellement de séparatisme, de fédéralisme coopératif ou de refonte constitutionnelle. L'auto-détermination n'est cependant pas une fin en soi, une espèce de mythe politico-religieux; seul son contenu éventuel nous importe.

Nous n'avons pas à choisir, par conséquent, entre des solutions à priori, mais uniquement à rechercher **quelle solution peut garantir au maximum l'indépendance économique du Québec** qui détermine et déterminera dans l'avenir sa situation sociale et culturelle. Le socialisme étant la réalisation d'une économie et d'une culture nationales, de façon authentique et globale, je ne vois pas comment l'auto-détermination d'un peuple peut être véritable dans un contexte social où les salariés, c'est-à-dire l'immense majorité des gens, ne peuvent avoir accès à la direction de la société qui existe pour eux, ne peuvent avoir aucun contrôle sur la production ni sur le marché, et sont constamment empêchés de prendre des initiatives visant à assurer un développement ininterrompu et harmonieux des forces productives, sans lequel la sécurité nécessaire à l'épanouissement des hommes est impossible.

Le développement de la société moderne intégrant de plus en plus totalement les processus politiques et économiques, pour n'en faire qu'une seule et même étoffe, la seule façon pour les masses québécoises de donner un contenu positif au mouvement nationaliste actuel, dont la petite bourgeoisie s'est empressée de prendre la tête pour des raisons que l'on connaît, serait d'intervenir directement par leurs syndicats dans le problème politique actuel, car la protection des avantages que les salariés québécois se sont acquis de peine et de misère exige aujourd'hui non pas que la constitution canadienne soit partiellement modifiée et que le système économique américano-canadien soit quelque peu réaménagé en fonction des intérêts de la nouvelle bourgeoisie québécoise, mais que **l'ensemble économique** dans lequel les salariés d'aujourd'hui et de demain auront à vivre soit complètement réorganisé en fonction des besoins fondamentaux de la majorité. Les revendications économiques constituent la seule politique vraiment positive. Et l'on voit par là combien nos syndicats sont loin de s'être politisés au sens véritable du terme, car ils n'ont même pas commencé encore de remettre en question le régime de la « libre entreprise » qui permet aux possesseurs de capitaux d'investir là où ça leur plaît, là où ça leur rapporte, et non là où l'expansion générale l'exige. Régime qui, de plus, laisse la plupart du temps aux possesseurs de capitaux le soin de désigner les hommes politiques qui peuvent avec le plus de succès donner au peuple l'illusion qu'il appartient au meilleur des mondes démocratiques.

Il est plus que temps de réclamer que le sens des responsabilités se substitue partout — à commencer chez nos élites — au principe d'autorité d'essence féodale et de caractère paternaliste, si nous voulons apporter quelque chose au monde et cesser uniquement de survivre.

On me dira que l'heure n'est pas au socialisme en Amérique. Mais l'heure est à quoi, au juste ? Depuis le temps que nous attendons que

le pape ou le président des Etats-Unis nous disent comment nous comporter pour être dans le droit chemin, et depuis le temps que nous nous apercevons que cela ne mène nulle part et ne fait le jeu que de ceux qui ont intérêt à nous voir dormir sur le bord de la route, je pense que le moment est venu d'attaquer et de prendre des risques, car c'est la seule manière d'être politique.

IV — Un autre objectif à atteindre m'apparaît d'une extrême importance, si nous voulons devenir indépendants, c'est-à-dire adultes à tous les niveaux : il s'agit de la déconfessionnalisation entière de toutes les institutions publiques, y compris l'Education, pour faciliter l'abolition de ce paternalisme féodal qui au Québec a toujours été un obstacle énorme à la liberté d'esprit comme à la liberté d'action.

Mais cette déconfessionnalisation, pour être positive, doit s'accompagner de l'élaboration d'une pensée nouvelle, tout à fait démystifiée et libre des arguments d'autorité, une pensée critique qui libère l'homme d'ici de sa peur de vivre et le pousse progressivement et sûrement à s'engager dans l'évolution historique de son milieu. Car sans cet engagement de l'homme d'ici, l'établissement du socialisme, c'est-à-dire de la démocratie, ne se fera jamais.

De plus, ceux qui ont pris pour objectif la socialisation du Québec et la promotion des Canadiens français doivent appuyer leur engagement sur la conviction profonde que leur action appartient au peuple, en ce sens qu'elle ne peut avoir d'autre ambition que d'aider son effort collectif vers une libération populaire complète, à laquelle, un jour, la bourgeoisie devra elle-même sacrifier ses privilèges et subordonner ses intérêts.

Parce que nous ne savons pas ce que c'est que la fierté nationale, il me semble que la tâche des intellectuels qui n'ont pas désespéré du Québec devrait être d'amener le plus grand nombre possible de Québécois à la conviction qu'ils sont capables, s'ils le veulent, de devenir un peuple, non plus honteux, mais fier, sans arrogance... et que Québec, leur territoire imposé par l'histoire, peut devenir pour eux, pour nous, une réelle patrie.

●

LE BILINGUISME UNE MYSTIFICATION

par J. I. GUAY

LES problèmes culturels ont fait, pendant quelque temps, les manchettes de nos journaux. Ce n'est pas que la culture soit subitement devenue, dans le Québec, la préoccupation des masses, mais c'est qu'elle sert de masque à des manoeuvres étranges.

Ce fut d'abord le bill 60, cette Grande Charte de l'édulcoration, qui sous le couvert de la culture à démocratiser, à organiser rationnellement, à moderniser, sert à sauvegarder des privilèges multicentenaires qui se sont sentis menacés depuis l'alerte de l'Assurance-hospitalisation.

Il y eut ensuite le rapport Bouchard qui dévoila que sous le couvert de la culture à rendre autochtone se cachait un lucratif commerce des livres, conçus comme denrées aussi éphémères que les almanachs.

Il y a enfin et surtout la commission Laurendeau-Dunton qui, sous le couvert du biculturalisme cherche à renflouer l'Acte de l'Amérique du nord britannique.

La culture est ainsi devenue, par la plus inattendue des ironies, la ruse passe-partout chez un peuple que l'on a pourtant toujours tenu dans la méfiance de la culture. A dessein d'ailleurs, car la connaissance est la clef de l'émancipation, et certains groupes n'ont pas intérêt à diffuser ce genre de clefs. C'est ce qui explique qu'au Québec, dans tous les milieux influents, l'on (D. Johnson, G. Filion, etc) adresse aux intellectuels des sarcasmes et même des invectives qui témoignent de la méfiance obstinée que l'on entretient à l'égard de la culture.

Mais de toutes ces mystifications « culturelles » la plus grave, en dépit des apparences, est la commission d'enquête sur le biculturalisme. D'ailleurs, l'essentiel de ce que l'on prétend découvrir avec cette enquête royale, on le sait déjà et depuis longtemps.

Les élites et le peuple

L'on sait que les élites canadiennes, comme celles de tous les pays du monde, ont accès à la culture universelle (par les concerts, les specta-

cles, les voyages, etc) mais que le peuple, tant anglophone que francophone, par sa faible instruction et ses revenus minimes, n'a que la radio, la télévision et les revues populaires, trois moyens de communication commercialisés et sous l'influence culturelle yankee.

Le cas des revues, qui sont l'une des manifestations les plus importantes de la culture populaire moderne, éclaire dramatiquement le véritable problème canadien français. Ainsi les deux plus importantes revues du Québec sont « Sélection », mouture francophone du « Reader's Digest » et le « Magazine Maclean » qui, tant par la solidité que par l'audace de ses articles, enfonce tous les produits autochtones. Et le drame c'est que ces deux revues sont des entreprises étrangères au Québec.

Ce ne peut donc pas être pour connaître la diffusion de ces revues (qui ont d'ailleurs leurs bessons de langue anglaise) dans le reste du pays, comme manifestation de la culture canadienne française, que la commission Laurendeau-Dunton a été créée.

Il n'est pas question non plus pour cette commission de savoir si le français est compris d'Halifax à Vancouver. L'on sait déjà qu'il l'est à peine sur toute l'étendue de la province de Québec.

Et l'on n'a pas besoin d'une enquête royale pour exiger que le bilinguisme soit respecté dans les services publics des entreprises de la Couronne (Air-Canada, Canadien National, Radio-Canada, Office national du film) ainsi que dans le fonctionnarisme fédéral.

C'est pourquoi à l'heure actuelle, les gouvernements de Québec et d'Ottawa, au lieu de poursuivre une querelle légaliste qui finira par imposer le bilinguisme aux Esquimaux, qui ne sauront qu'en faire, feraient mieux de l'imposer aux hauts fonctionnaires fédéraux, pour le plus grand bien de tous.

Pour le reste, c'est le problème de la minorité canadienne française d'apprendre la langue de la majorité canadienne anglaise.

Mais c'est une mystification, que d'entretenir l'équivoque que les difficultés actuelles de la Confédération canadienne sont surtout attribuables à une incompréhension mutuelle de caractère culturel.

La preuve est faite depuis longtemps que les Anglo-Canadiens, même les plus intelligents, ne comprennent pas le fond du problème canadien français. La raison profonde de cette incompréhension est sociologique et non culturelle. Les Anglo-Canadiens et tous ceux qui ont subi leur influence ou leur formation (voir n° de janvier « L'ignorance de M. Lamontagne ») semblent incapables de différencier une nation d'un Etat.

L'ignorance des fabricants d'empire

Fiers et nostalgiques rejetons d'une lointaine Albion, descendants des fabricants d'empire et des colonisateurs et conquérants de l'Amérique du nord, les Anglo-Saxons du Canada (éléments assimilateurs des Néo-Canadiens non francophones) ont toujours identifié une nation à l'ensemble de la population sous l'autorité d'un Etat, c'est-à-dire d'un gouvernement central.

Pour un esprit de formation ou d'assimilation anglo-saxonne, les frontières d'un pays, c'est-à-dire l'étendue géographique où s'exerce l'autorité d'un Etat, sont également les frontières d'une nation. Il ne saurait donc, selon les Anglo-Canadiens, y avoir plus d'une nation dans un seul pays, soit, dans l'étendue de la juridiction d'un gouvernement central.

Pour les Anglo-Canadiens, les Canadiens français ne sont donc pas différents, comme groupe, des Canadiens d'origine ukrainienne, allemande, italienne, etc. Ils ne forment, comme ces derniers, qu'une minorité ethnique de plus. La seule différence aux yeux des Anglo-Canadiens c'est que les Canadiens français sont surtout concentrés dans une province où ils forment une majorité hostile à l'assimilation et qu'ils sont arrivés au Canada les premiers. Les Canadiens français sont ainsi considérés, non comme l'autre nation fondatrice de la Confédération, mais comme un obstacle majeur qui empêche les Anglo-Saxons d'assimiler, comme leurs cousins yankees, toutes leurs minorités ethniques..

C'est pourquoi les Anglo-Canadiens déplorent le fait que le Canada n'ait pas été pour tous les groupes ethniques qui le forment un « melting pot » comme les USA.

L'enquête sur le biculturalisme a ainsi pour effet de créer de la confusion chez les Anglo-Canadiens et de soulever un sentiment d'hostilité contre les Canadiens français ou, tout au moins, de provoquer un agacement stérile. Car tous les Anglo-Canadiens qui ne sont pas d'origine anglo-saxonne, tels les Ukrainiens, Allemands, Italiens, etc, et qui ne distinguent pas plus que leurs assimilateurs anglo-saxons la différence entre nation et Etat et oublient ou rejettent l'importance du fait que les Canadiens français forment l'une des deux nations fondatrices du Canada, revendiquent également la reconnaissance officielle de leurs cultures originelles respectives. Ils soulignent ainsi la futilité de cette enquête dont on connaît d'avance le résultat et qui ne fera qu'entériner le fait banal qu'une culture ne s'impose pas par un acte du gouvernement mais comme rayonnement d'une supériorité économique. C'est ainsi, d'ailleurs, que la culture, ou si l'on veut, le mode de vie yankee s'impose de plus en plus dans le monde.

De plus c'est une aberration de croire que l'on peut conserver leur culture d'origine à des groupes humains vivant dans un milieu qui secrète une culture différente. Les preuves de la faillite d'une telle entreprise sont bien connues. Tous les groupes d'émigrés ou d'exilés canadiens français (Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Orléans, Ontario, Manitoba, etc) sont assimilés après quelques générations.

L'économie, fond du problème

Si des centaines de milliers de Canadiens français ont quitté la province de Québec, depuis un siècle et demi, c'est tout simplement qu'ils ne pouvaient pas y vivre convenablement. C'est la structure économique du Québec qui faisait défaut. Il était donc irréaliste d'inviter les Canadiens français à élever de grandes familles puisqu'elles devaient s'exiler pour vivre.

Le problème actuel du Québec n'est pas un problème de récupération. Les émigrés ou exilés canadiens français sont en pratique perdus pour le Québec. Quelques-uns seulement y reviendront, si le Québec leur offre de meilleures conditions économiques que leur patrie actuelle. Mais l'immense majorité des autres n'auront que leur nom pour rappeler leur origine. Et encore seulement pour les hommes !

Le problème actuel du Québec n'est pas de renflouer « culturellement » d'ANCIENS habitants du Québec mais de conclure un accord avec le reste du pays afin de permettre aux ACTUELS habitants du Québec de s'épanouir économiquement, politiquement et culturellement sur un pied d'égalité avec les autres Canadiens.

Et pour cela, il faut créer de toutes pièces une vraie constitution qui permette au Québec de développer une économie moderne, c'est-à-dire industrielle et planifiée, et non de servir de pourvoyeur de matières premières pour les industries étrangères.

Une Confédération intolérable

Il n'est donc pas question d'entreprendre le rapiéçage ou le ravaudage de la Confédération, fondée d'ailleurs sur une loi coloniale britannique, l'Acte de l'Amérique du nord britannique (AANB). Et si la nouvelle constitution, qui devra être binationale et non décaprovinciale, ne permet pas aux Canadiens français de choisir leur propre voie d'évolution sociale, c'est-à-dire de se diriger vers la socialisation de leur économie s'ils le désirent, ce sera le devoir des Canadiens français de se séparer du reste du Canada. Car la vieille Confédération ne peut plus être tolérée par les Canadiens français.

C'est ce qu'exprimait en substance M. Marcel Faribault, président du Trust général du Canada, devant le « Canadian Club » de Toronto, le 3 février dernier. « Le défaut principal de l'AANB comme constitution est l'intensité de l'esprit britannique qui l'anime », a déclaré M. Faribault, qui a précisé que le Québec a été entravé par l'usage qu'on a fait de cette constitution dont le nom exprime le vieux rêve victorien et impérial de rendre britannique l'Amérique du nord. M. Faribault a ajouté que personne ne peut contester au Québec la légitimité de réclamer la reconnaissance de ses droits, ni ne peut exiger que le Québec retarde cette revendication.

C'est pourquoi l'enquête sur le biculturalisme, échelonnée sur plusieurs années, aura comme résultat pratique de neutraliser pour toutes ces années et peut-être même d'abolir le sens critique et les luttes revendicatives de plusieurs des meilleurs citoyens du Canada français. Car cette enquête déplace le problème central du Canada français, qui est d'abord économique et non culturel, et renverse ainsi la hiérachie des urgences.

C'est ainsi que la création au Québec d'un ministère du développement et de la planification économique était plus urgente que la création d'un ministère des Affaires culturelles. D'ailleurs la création d'un véritable ministère de l'Education aurait été plus importante que celle de ce ministère des Affaires culturelles. Car il importe de donner d'abord du travail et de l'instruction à tous les citoyens du Québec avant de songer, comme on l'a fait à Montréal, à construire à coups de millions de dollars une Place des Arts pour la vanité d'une petite élite bien douillette et bien inutile.

La Confédération à tout prix ou « fédéralisme coopératif », selon la terminologie nouvelle vague, est donc un a-priorisme aussi dangereux que le séparatisme bourgeois et mène à un résultat identique : la perpétuation de l'asservissement du peuple canadien français. Cet asservissement sous le régime de la Confédération actuelle est assuré, comme l'on sait, par des groupes de financiers et d'industriels yankees et anglo-canadiens avec la collusion des principaux secteurs des classes dirigeantes canadiennes françaises.

Le temps est donc venu pour les Canadiens français de demander carrément aux Anglo-Canadiens s'ils sont prêts à les accepter comme partenaires EGAUX dans une nouvelle confédération. Il n'est plus question, pour l'une ou l'autre nation, de ruser pour gagner du temps, puisque le temps joue maintenant contre nous tous plus que jamais. D'ailleurs, on ne doit pas ruser avec des gens que l'on a comme partenaires dans une association permanente qui engage la survivance de deux nations.

Sonder franchement l'opinion des Canadiens sur la création d'une Confédération binationale pour remplacer l'actuelle Confédération décaprovinciale, voilà ce qu'aurait dû être le travail de la Commission Laurendeau-Dunton, au lieu

d'être un travail de diversion, une activité mystificatrice sur le biculturalisme.

C'est le problème de la dualité nationale et non de la dualité culturelle auquel il fallait s'attaquer résolument.

Le sénateur Paul Yuzyk, de Winnipeg, a déclaré au cours d'une interview (23 janvier 1964): « Le Canada français ne veut pas faire sécession. Son problème véritable est économique, non culturel. » Quand un sénateur est rendu à exprimer publiquement une telle opinion, c'est qu'elle est devenue évidente depuis longtemps pour la plupart des gens.

Nouvelle constitution, sécession ou annexion ?

Cependant, si le problème véritable du Québec est d'abord économique, il en est ainsi du reste du Canada. Pour le Québec, le problème se résume à l'alternative : une nouvelle constitution ou la sécession; pour le reste du Canada, le problème se résume à l'acceptation de cette nouvelle constitution ou à l'annexion aux USA.

C'est pourquoi, à la suite du quotidien « Globe & Mail » de Toronto (en décembre 1963) la revue « Canada Month », de Montréal, a organisé dans son numéro de février dernier un référendum auprès de ses lecteurs, afin de connaître la proportion de ceux favorables à l'annexion du Canada aux USA. Les lecteurs qui ont répondu au référendum du « Globe & Mail » ont déclaré que cette annexion était inévitable puisque, de toutes façons, elle ne changera pas grand'chose à l'actuelle assimilation de fait.

Comme le disait Jack Scott, courriériste au « Vancouver Sun » (Maclean's du 8 février dernier) les Anglo-Saxons de la Colombie britannique ont probablement une aspiration plus grande et plus naturelle au séparatisme que les Canadiens français du Québec.

C'est très significatif de l'atmosphère politique actuelle, quelque trois ans avant le centenaire de la Confédération. Et cela augure très mal de l'avenir du pays. Car un pays jeune, qui est à peine émancipé du colonialisme britannique et qui se demande s'il doit devenir l'annexe d'un pays voisin, manque dramatiquement d'aspiration et de fierté nationales. Le Canada est comme un adolescent efféminé qui, forcé de quitter la chaude sécurité des jupes de la reine britannique et affolé d'affronter les risques d'une vie indépendante, aspire à s'accrocher aux basques de l'Oncle Sam.

Pour une nation, être ou ne pas être, voilà la question, comme dirait Shakespeare. Mais être, c'est d'abord être économiquement et politiquement. La culture, au sens de produits intellectuels, n'est qu'une manifestation subséquente, le résultat de l'activité marginale des individus appartenant surtout aux classes aisées d'une société qui a d'abord établi ses bases économiques.

Pour parer à la subversion

Si les classes dirigeantes canadiennes françaises veulent faire l'économie de troubles sociaux et éviter la subversion, il est grand temps qu'elles commencent à en faire disparaître les causes. Car le moment arrivera inévitablement où les moyens d'évasion, tels les sports-spectacles, le sexe-divertissement et la religion, ne suffiront plus à détourner le peuple des problèmes fondamentaux. Après les décennies d'incurie et d'inertie des dirigeants on ne peut blâmer les jeunes générations d'être impatientes et de refuser de se satisfaire des promesses de leurs aînés.

Refuser aux citoyens les moyens d'épanouissement et la promotion sociale (éducation, travail créateur, etc) que leurs talents méritent et auxquels ils aspirent, c'est en faire des révoltés. Et de révoltés à révolutionnaires il n'y a que l'espace d'une prise de conscience : la constatation que les structures sociales actuelles sont désuètes et doivent être détruites pour être remplacées par de nouvelles plus aptes à satisfaire les aspirations légitimes des citoyens.

Car il n'y a pas plus de raisons d'être fier d'appartenir à la nation canadienne française qu'à la nation anglo-canadienne ou à quelque nationalité que ce soit. Ce sont les conditions socio-économiques qui comptent. Tous les peuples, civilisés en effet, ont leurs contingents de génies et de crétins, de héros et de traîtres, d'athlètes et de mauviettes. La seule justification de la fierté, c'est d'avoir le courage de lutter pour le progrès des conditions socio-économiques, envers et contre tous les préjugés, structures et institutions sociales rétrogrades et tyranniques.

Les vieilles générations de nationalistes ont souvent oublié que le maniement de la plume est un honteux travail de diversion, s'il ne prépare pas au maniement du fusil. Car la seule activité culturelle légitime pour un peuple brimé ou asservi est celle qui éveille la conscience nationale à la nécessité de la lutte armée lorsque celle-ci devient indispensable. C'est ce qui se passe sur trois continents du globe à l'heure actuelle. Et le Québec, en dépit de ses antécédents pacifistes et de son apparente apathie, n'est pas immunisé contre la violence. Naturellement, comme dans tous les pays, ce seront les jeunes générations qui effectueront les transformations sociales. Car on a l'audace et l'intransigeance de ses hormones. La circonspection et la concession sont la philosophie de la sénilité.

Certains saltimbanques peuvent par métier feindre de s'asseoir entre deux chaises, mais ce n'est pas le métier d'une nation toute entière d'agir ainsi. C'est hélas! le sort que certains leaders politiques et intellectuels réservent au Canada français. Ces mystificateurs préconisent le « fédéralisme coopératif » et condamnent le

(suite à la page 8)

LA CHARITÉ...
MYSTIFICATION CAPITALISTE

par *Jean-Claude* **PAQUET**

CHAPITRE I

Pauvreté n'est pas vice.
La sainte pauvreté, de soeur Sourire.
Bienheureux ceux qui sont nus...
Qui donne aux pauvres, prête à Dieu.
La petite soeur des pauvres.
Saint-Vincent-de-Paul, priez pour nous.
L'argent ne fait pas le bonheur
L'évangile du pauvre et du riche.
Un verre d'eau donné à un pauvre en mon nom...
Il y aura toujours des pauvres parmi vous.
Etc., etc., etc.

DANS ces conditions, il ne faut pas s'étonner que le chapitre II parle de la charité.

LE BILINGUISME...

(suite de la page 7)

séparatisme. Ainsi ils refusent au Québec, à la fois, de devenir un partenaire égal dans une nouvelle confédération et de former un Etat souverain. Ces géniaux « libérateurs » refusent au Québec ses deux seules formes d'autonomie.

La Commission royale Laurendeau-Dunton devrait donc demander une revision de son mandat, si cela est nécessaire, afin d'y inclure cette question fondamentale : les Anglo-Canadiens sont-ils prêts, non pas à amender ce que l'on appelle improprement la constitution du Canada (AANB) qui n'est en réalité qu'une loi coloniale britannique, mais à créer de toutes pièces une constitution canadienne sur la base de l'égalité des deux nations fondatrices du pays ?

A défaut de cette orientation de l'enquête des commissaires royaux, les députés fédéraux du Québec devraient s'enquérir du choix des Anglo-Canadiens : constitution canadienne binationale ou annexion aux USA ?

A moins que l'on préfère ce qui est improbable, laisser régler le problème par le FLQ, MRQ, ou tout mouvement similaire dont les méthodes prématurément « cavalières » préjugent du résultat.

Car, à défaut d'une nouvelle constitution, la nation canadienne française fera finalement son choix : le séparatisme bourgeois inféodé aux USA ou la sécession socialiste à la Castro. Il n'y aura plus de troisième voie !

★

Et la charité, c'est la plume rouge, c'est Caritas, c'est le prêt d'honneur. La charité, c'est la société canadienne du cancer, la Saint-Vincent-de-Paul, la Fédération des Oeuvres, la guignolée, les paniers de Noël des Chevaliers de Colomb, du Kiwanis, du Richelieu et des autres. La charité, c'est la souscription pour renflouer le déficit de l'hôpital Machin et la caisse du PRQ. C'est le carnet de timbres Pinky laissé dans les épiceries Steinberg au profit des pauvres, c'est la campagne au profit des enfants infirmes et des aveugles, c'est le sou de la Sainte enfance. C'est aussi la cause des maux de tête du curé en période d'impôts, qui se prend à rêver de la fortune qu'il aurait s'il avait encaissé autant d'argent qu'il émet de reçus.

La charité, c'est encore le 10 sous donné au pauvre qui veut prendre un café, et c'est même le 10 sous donné au mendiant qui avoue franchement vouloir prendre une bière. La charité, c'est l'obole mise dans les multiples troncs des églises et dans les multiples tirelires posées sur les comptoirs du pharmacien, de l'épicier et du boucher, au profit du frère André, des léproseries africaines ou des victimes de la distrophie musculaire.

La charité, c'est les 441 millions de dollars qui ont été recueillis au Canada par les institutions de bienfaisance en 1963.

Nous sommes scandaleusement charitables. Nous donnons à gauche et à droite, souvent sans même savoir pourquoi. C'est ainsi qu'en 1957, un organisme américain voulut savoir si la générosité des Américains était orientée. Cet organisme installa un grand nombre de quêteurs aux principaux carrefours des grandes villes, lesquels réclamaient la charité au nom « des enfants qui ont les orteils croches », « des petits communistes d'Afrique », et pour une dizaine d'autres motifs sans queue ni tête. On ramassa ainsi des sommes considérables, qui furent versées à la Croix-Rouge, si j'ai bonne mémoire.

Certains « donnent » par habitude, d'autres font un placement sur leur salut éternel. On a fait de la charité une vertu théologale, alors que c'est — telle que généralement pratiquée — le plus exécrable des vices.

Dans son roman intitulé « L'affaire Fabre-Bulle », François Mauriac dit : « Ce qu'il y a de plus horrible au monde, c'est la justice séparée de la charité ». Mauriac a fait un affreux lapsus. Il aurait fallu dire : « Ce qu'il y a de plus horrible au monde, c'est la charité séparée de la justice ». Justement parce que notre charité n'est trop souvent, rien d'autre qu'une manière bondieusarde de camoufler nos injustices.

La charité pour l'amour de Dieu et de l'entreprise privée

Mais si nous sommes à ce point « charitables », c'est évidemment qu'on nous a enseigné à l'être. On n'avait pas la couche tombée des fesses qu'on nous parlait déjà des pauvres petits Chinois (ceux-là mêmes qu'en 1951, nous allions fusiller en Corée avec une ardeur tout aussi charitable). Et après la Sainte-Enfance, nous avons fait l'apprentissage du sou de la Survivance française. De là à l'assiette du curé et à la Fédération des oeuvres, les enjambées étaient courtes et nous les avons toutes faites en champions. Il suffisait d'évoquer l'oeuvre humanitaire des sociétés de bienfaisance pour que vibre en nous la corde sentimentale. Les collectes étaient d'autant meilleures.

Tromperie que tout cela ! On nous a caché les moyens beaucoup plus efficaces d'éliminer la misère. Mystification que tout cela ! notre charité a pour seul but de maintenir notre sacro-saint régime d'entreprise privée.

Occupés que nous étions à mettre des dix cents dans des troncs, nous avons rarement songé à examiner le rapport qui existe entre la charité et le capitalisme, à examiner aussi toutes les injustices sociales qui peuvent se cacher dans la charité. Pourtant, les tireurs de ficelles du système n'ignorent pas que ce rapport existe.

Adressant la parole devant la Fédération des services communautaires juifs, M. Paul Bienvenu, illustre fabricant de nouilles, affirmait le 29 octobre dernier : « *Il y a une tendance regrettable, de nos jours, à dire « laissons faire l'Etat ». Car le travail efficace, dans le domaine du bien-être peut et ne devrait être accompli que par les individus ou les organisations. Mais si les individus refusent de prendre leurs responsabilités, les organismes privés cesseront d'exister, et il n'y aura d'autre alternative que l'accaparement de ces fonctions par l'Etat* ».[1]

Ecoutons maintenant, sur le même sujet, les opinions du Dr Wilder Penfield, dont la réputation internationale tient davantage à sa compétence en neurologie qu'à ses connaissances en économie politique. Aussi récemment que le 14 janvier dernier, M. Penfield affirmait que : « *Si la charité canadienne faillit à sa tâche, les conditions modernes forceront notre gouvernement démocratique à se tourner de plus en plus vers le communisme* ».

Le Dr Penfield, qui a déjà séjourné en Russie, soupçonnerait-il donc le communisme de pouvoir résoudre les problèmes de bien-être devant lesquels la « philanthropie capitaliste » est restée impuissante ?

S'il est encore des gens pour douter que la charité constitue le chien de garde de notre système capitaliste, qu'ils se laissent au moins convaincre par le premier ministre de la belle province, M. Jean Lesage.

Un titre sur cinq colonnes dans La Presse du 14 juin 1962 : « *Lesage : Il ne faut pas faire disparaître la charité privée* ». M. Lesage faisait cette déclaration pendant l'étude du Bill de Québec, après qu'un représentant de l'Oeuvre des terrains de jeux de cette ville eut demandé qu'on ne plafonne pas le montant des subventions municipales aux oeuvres de loisirs. C'est alors que le premier ministre a fait la mise en garde mentionnée plus haut. « *Croyez-en mon expérience, disait-il, depuis que nous avons instauré l'assurance-hospitalisation, il est très difficile d'obtenir des souscriptions privées pour aider les hôpitaux. Il ne faut pas faire disparaître la charité privée, a-t-il répété, vous savez où ça pourrait nous mener . . .* ». Faut croire que M. Lesage n'a pas reçu le mandat de nous conduire là où ça pourrait nous mener.

Pour en finir maintenant avec les opinions officielles, lisons ce que M. Roger De Serres, président de la campagne 1962 de la Fédération des Oeuvres de Charité, nous offrait en éditorial spécial de La Presse, le 28 avril 1962.

> « *De plus, cette même campagne nous fournit une excellente occasion d'attester dans la pratique notre attachement au régime de l'initiative privée. Nous avons toujours affirmé à la face du monde entier — et avec raison — que c'est là le régime le plus propice à l'épanouissement de l'individu et à la prospérité de la nation.*
>
> « *Mais si l'initiative privée nous a valu une foule de réalisations techniques et sociales qui ont signifié un standard de vie très élevé, paradoxalement, il reste que beaucoup de citoyens, fervents champions au demeurant de l'initiative privée, se tournent malheureusement trop souvent, dès qu'il s'agit de bient-être, vers l'Etat.*
>
> « *Cette attitude équivaut à un désistement. L'Etat, c'est bien connu, ne peut donner plus que ce qu'il reçoit. Or, force lui serait d'imposer de nouvelles taxes qui représenteraient un montant bien supérieur à ce que nous donnons aujourd'hui volontairement. Pourquoi ? Simplement parce que l'administration de chacune des oeuvres privées, lorsqu'assumée par l'Etat, coûterait beaucoup plus cher.*
>
> « *La Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises est le fruit magnifique de l'initiative privée et c'est un devoir que de faire preuve d'autant de vigilance et de fierté à assurer le maintien de nos oeuvres privées que nous en manifestons dans la protection de notre liberté d'entreprise.* »

---

(1) *La Presse*, 29 octobre 1963.

Niera-t-on maintenant qu'il existe un lien étroit entre la « philanthropie » et le capitalisme? Ces plaidoyers, et bien d'autres encore que nous pourrions citer, démontrent clairement les raisons qui poussent nos grands financiers à la « philanthropie ». Et c'est assez simple : Ils en arrivent ainsi à faire assumer par la collectivité, les injustices sociales dont le capitalisme est la cause, directement ou indirectement.

Et vous en voulez la preuve que c'est la collectivité qui paye, pendant que les puissants passent pour « philanthropes » ? Statistiques récentes : la contribution des Canadiens aux oeuvres de charité, aux hôpitaux, aux université et aux autres institutions de bienfaisance s'est élevée à 441 millions de dollars en 1963, dont 396 millions souscrits par les particuliers et 45 millions par les sociétés commerciales. Autrement dit, la minorité qui contrôle la presque totalité de la richesse nationale défraie environ 10 pour 100 du coût du bien-être, alors que les économiquement faibles doivent s'envoyer les 90 pour 100 restants.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que nos grands « philanthropes » craignent une intervention de l'Etat en matière de bien-être ?

Ces gens craignent une intervention de l'Etat, parce qu'ils savent que même à l'intérieur d'une société capitaliste (où c'est toujours l'économiquement faible qui doit assumer la plus grande part du fardeau) ils débourseraient beaucoup plus qu'ils ne le font à l'heure actuelle par dons philanthropiques.

Supposons en effet qu'un gouvernement capitaliste, peu soucieux de résoudre les problèmes de bien-être, décide pourtant d'assumer le coût du bien-être défrayé à l'heure actuelle par la charité privée. Donc, l'année dernière, 441 millions de dollars. Ces 441 millions de dollars proviendraient alors des impôts et, à ce titre, les riches ne paieraient plus 10 pour 100 seulement du coût, mais une part beaucoup plus considérable, si l'on considère que pour chaque dollar perçu par le gouvernement, 20.3 cents proviennent de l'impôt sur les bénéfices, comparativement à 29.9 cents puisés à même l'impôt personnel sur le revenu.

Donc, même en régime capitaliste, les économiquement faibles auraient tout intérêt à ce que le bien-être soit confié au gouvernement plutôt qu'au marchand de soupe et au curé du coin. Et dans la société de demain, les prédicateurs sur la charité n'auront plus leur place que comme objets de curiosité, dans les vitrines des taxidermistes.

D'ici là, efforçons-nous de mettre fin au système anarchique qui prévaut dans le domaine du bien-être. Tant qu'il y aura le prêt d'honneur, nos gouvernements capitalistes ne seront pas sérieusement tentés de nous donner l'éducation gratuite. Tant que les hôpitaux pourront confier leurs déficits à la charité publique, le gouvernement ne sera pas pressé de financer et d'administrer lui-même les hôpitaux. Et tant que nous verserons notre obole pour la recherche sur le cancer, le gouvernement ne sera pas anxieux de promouvoir sérieusement cette recherche.

★

DÉFENSE DE L'IROQUOIS

par Gérald GODIN

NOUS sommes tout de même venus ici en colonisateurs. Et les Iroquois n'étaient que les séparatistes du temps. Et les SS. Martyrs Canadiens n'étaient que les William O'Neil et les Walter Leja du temps.

Le séparatisme n'a jamais été porté dans le coeur des élites. Pourquoi se sépareraient-elles, puisqu'elles sont bien comme elles sont !

On érigea donc les Iroquois en symbole de la méchanceté, de la vilenie et de la cruauté. On en fit des cannibales et de cette époque nous vint le proverbe : qui mange du Récollet en meurt. Tout ce qu'on ignore maintenant, c'est s'il fut imaginé par les Récollets pour assurer leur survie ou par les Iroquois pour protéger leur santé.

Souvenez-vous de vos classes d'histoire. Les séparatistes dansaient en rond autour du poteau de torture tandis qu'un révérend père y flambait en recommandant son âme à Dieu. On dit d'eux qu'ils étaient des grosses bêtes, irréductibles, entêtées, sournoises et refusant systématiquement et tomahaquement le dialogue avec le colonisateur.

Ah ! mais parlez-nous des Hurons, par exemple. Eux ils savaient vivre. Ils savaient commercer. Ils savaient dialoguer. Ils furent d'ailleurs les boursiers du temps : on en vit deux chez le roi, à Paris. Oui, oui, à Paris, tout comme aujourd'hui.

Et leurs chefs, quels êtres d'exception ! L'art nous les a montrés, nobles, fiers, droits et dignes, revêtus de tous les attributs des rois. On dit « roi nègre », on pourrait tout aussi bien dire « roi huron ». Ces grands chefs, sauvages et tout, drapés dans leur impassibilité, acceptaient tout de même de poser pour le blanc. Ils étaient déjà vaniteux comme les modèles de Yousouf Karsh.

Les Iroquois, de leur côté, tiraient sur Yousouf. Celui-ci en était réduit à les imaginer conformes à l'image qu'on lui en avait donnée : arracheurs d'ongles, coupeurs de doigts consacrés, obligeant le Vatican à consacrer d'autres doigts que les traditionnels, pour permettre aux mutilés de continuer à dire la messe.

La vérité dans tout cela ? Elle est autre. Elle est du côté de la haine du colonisateur. Elle est du côté de la libération nationale.

Ce n'est pas d'hier qu'on montre les complices sous le plus beau jour et les irréductibles sous le plus mauvais.

Ceux-ci allaient toutefois trouver quelques défenseurs, cinéastes ou écrivains. Mais toujours, je n'en veux pour preuves que « Géronimo », « Le Dernier des Mohicans » et « Ashini », il s'agit d'un Indien seul, luttant à mains nues contre mille Blancs armés jusqu'aux dents, s'entêtant aussi noblement que puérilement contre le pouvoir et surtout contre l'histoire, dont on sait bien qu'elle est irréversible.

Une fois de plus, le mythe jouait. Il y avait d'un côté de grandes tribus prospères, vendeuses de peaux, négociantes et vivant en bon voisinage avec le colonisateur. Il y avait de l'autre, des hommes seuls, abandonnés dans une attitude de refus, promise à l'échec et complètement irréaliste.

On voit que même les sympathisants des irréductibles travaillent au fond contre eux.

En 1763, le Traité de Paris est signé. Il fait de nous des orphelins et des déracinés en même temps qu'il nous place en foyers nourriciers, comme on dit. Et le foyer nourricier est anglais. Par inconscience ou fair-play, nos nouveaux parents jouent les démocrates et nous font un pays où nous sommes en majorité : le Bas-Canada. Nous montons très vite sur le dos des Anglais minoritaires du Bas-Canada. Ils protestent, puis tout rentre dans l'ordre quand « The Act of the Union » est adopté, tellement anglais qu'on le traduit par deux anglicismes : Acte d'Union. Ceux qui demandent aujourd'hui le rapatriement de la Confédération veulent en somme revenir à l'époque du Bas-Canada. Ils veulent abolir l'Acte d'Union.

Enfin, les Anglais sont en majorité : nous venons de perdre nos jouets. Nous nous huronnisons à qui mieux mieux. Du moins nos élites. L'ère de la bonne entente, du bi-culturisme et du bilinguisme commence. Il n'y a que nous à ignorer qu'en ces accommodements, c'est toujours le gros qui bouffe le petit, surtout quand il a bien en mains l'économie d'une part et d'autre part, par le moyen de la Confédération, la politique.

Nos élites sont françaises. Elles apprennent l'anglais par jeu, par sport, et pour lire Shakespeare dans le texte, ce qui est louable. Nos élites sont constituées de membres du clergé, de professionnels, de commerçants et de petits industriels : elles peuvent trafiquer en français. L'anglais, pour eux, n'est pas un problème.

Quelques pieds plus bas, on n'est déjà pas, au départ, en bonne santé linguistique, par la faute d'un régime scolaire réservé aux riches dès que la frontière du cours supérieur est atteinte. De plus, les patrons sont anglais. Les rapports de haut en bas et de bas en haut se font en anglais. La langue-mère s'atrophie. La vie quotidienne elle-même lui est une macération dans une langue étrangère. Bientôt, c'est toute la matière verbale du peuple qui est réduite en décombres. Décombres sans genre, sans nationalité et surtout réfractaires à toute organisation. Or quand le langage est inorganique, la pensée l'est.

De temps en temps, quelques Iroquois voient le jour. On se souvient des « troubles de 1837 ». Louis-Joseph Papineau était « la tête à Papineau » : forte comme pas une avant lui. Il fut un Iroquois exemplaire. Il était aussi anticlérical. Pour s'opposer à cet athée ou pour se concilier le pouvoir, Mgr Lartigues offre sa collaboration à Londres et le clergé canadien-français dénonce les « fauteurs de troubles ». Athéisme et séparatisme ne font plus qu'un. Le peuple vomit le tout parce qu'il a peur du premier. Les Iroquois sont battus. Les SS. Martyrs Canadiens sont vengés. Toutefois, injustice du sort : Mgr Lartigues n'a pas été canonisé.

Chaque fois que des Iroquois demanderont justice, nos élites diront, comme elles ont toujours dit : « Pourquoi tout ce bruit, what's the big problem ? » On a vu pourquoi, pour elles, il n'y a pas de problèmes. Et elles se serviront du crédit dont elles disposent auprès du peuple pour le convaincre qu'il n'y a pas de problèmes. Je vous le répète, elles sont sincères. Et comme de plus, elles n'aiment pas la violence et le dérangement, elles ont deux raisons d'être ce qu'elles sont.

En 1962, les Iroquois se sont multipliés. La cuisine Confédérative est investie de coquerelles iroquoises. Les insecticides se multiplient. Ils sont de fabrication anglaise pour la plupart, mais on en trouve aussi de fabrication canadienne-française. Témoin le prix de $50,000 promis par le gouvernement Lesage pour la tête du FLQ.

Comment tout cela finira-t-il ? On sait par l'histoire ce qui attend les Iroquois : les réserves. Mais les Hurons aussi s'y sont retrouvés, malgré qu'ils aient dialogué avec Champlain et vendu des peaux aux Cent-Associés. Qui nous dit que, pour les Hurons de 1964, ce n'est pas déjà fait, sans qu'ils s'en doutent. Et que la différence entre les Iroquois et les Hurons, c'est que ceux-là en sont conscients et cherchent à s'en échapper tandis que ceux-ci ne le sont pas. ★

L'UNIVERSITÉ, MILIEU BOURGEOIS

par *Charles GAGNON*

1 - LE CONFORMISME AGITÉ

SEPTEMBRE 1963. Le campus de l'Université de Montréal est en émoi. Toutes les conversations commencent ou s'achèvent sur un unique sujet : la grève. Plus précisément, il s'agit de la « grève des 10 cents », décrétée par l'Association générale des étudiants de l'U. de M. (AGEUM) pour protester contre la hausse de 10 cents qui vient de frapper le coût des repas servis au Centre social. Le sujet devient encore plus intéressant le jour de la publication d'une lettre du recteur, Mgr Lussier, interdisant formellement aux étudiants de donner suite à leur décision. Voilà que le litige dégénère en conflit de personnalité : qui l'emportera, l'administration ou les étudiants, le recteur ou le président de l'AGE UM ?

Dans de telles circonstances, la «Journée des Nouveaux » (journée d'accueil) suscite un intérêt inconnu jusqu'alors, car le recteur et le président, cela va de soi, vont adressé la parole pour accueillir ce nouvel « arrivage d'élites ». Tout le monde se presse dans le Grand Salon; on espère des révélations de part et d'autre.

Le président prend la parole et, bien préparé, démontre que « la guerre des 10 cents » est une opération d'abord dirigée contre le gouvernement qui refuse de combler le déficit prévu par l'Université et que, dans cette perspective, les étudiants s'attendraient à ce que les autorités les appuient au lieu de s'opposer à eux. Le recteur, lui, de son propre aveu, n'est pas préparé : il est venu, dit-il, souhaiter la bienvenue à l'élite de demain, lui dire qu'elle arrive dans une grande maison (effectivement, au début, bien des nouveaux parviennent difficilement, une fois entrés dans l'Université, à trouver une porte pour en sortir), une maison en pleine évolution, qui a des projets nombreux et où l'on rencontre des maîtres remarquables en toute discipline. C'en est assez pour qu'un bon nombre des « nouveaux » se rangent de l'avis de ceux qui pensent que cet homme n'a pas la compétence qu'exige son poste en 1964 . . .

Et la grève aura lieu.

Mais au bout du compte, toute la frénésie qui l'avait précédée et qui l'accompagna jusqu'à la fin ne dépassa guère l'espoir : espoir d'une victoire sur les autorités, espoir d'une plus grande collaboration de la masse étudiante à la réalisation des projets de l'AGEUM, espoir . . .

Encore une fois, le bon sens, la raison, le droit, c'est-à-dire l'autorité aura triomphé de l'anarchie, c'est-à-dire de l'esprit revendicateur des étudiants, ceux de l'AGEUM en tout cas. Que l'anarchie se soit installée sur le campus, on ne saurait en douter puisque c'est le recteur lui-même qui l'affirme. Voyons donc où elle loge et de quoi elle se nourrit.

Chère anarchie

Il n'y a pas de doute que l'anarchie, c'est d'abord au *Quartier latin*[1] qu'on la trouve : c'est dans le journal étudiant qu'on a pu lire récemment un éditorial[2] plutôt violent dirigé contre le recteur et qui prenait prétexte des activités de ce dernier comme « travailleur dans les manuels scolaires ». Cet éditorial, d'ailleurs, m'apparaît comme le prolongement logique de tous les griefs accumulés par le journal contre le recteur depuis quelques années. Et ce n'est qu'expliciter un désir à peine voilé que d'affirmer que le *Quartier latin* veut la tête de Mgr Lussier, prêtre et recteur. En effet, il y a quelque temps, un autre éditorial réclamait un recteur laïque, désirant que soit ainsi consacré un principe : à savoir que ce poste est accessible à quiconque en a la compétence.

D'une façon générale, le *Quartier latin* a fréquemment fait montre d'anticléricalisme, cette année. Comme par « bonheur », des événements importants, dont le débat sur le bill 60, ont servi admirablement bien ce sentiment.

---

(1) Journal bihebdomadaire publié par l'AGEUM mais dont les opinions sont libres, sauf en ce qui concerne les éditoriaux qui, en principe, engagent toute l'équipe.

(2) Pierre-Emmanuel Garon, « Mgr Lussier et le rapport Bouchard ».

Une autre dominante de la « pensée » prônée par le *Quartier latin,* c'est peut-être le socialisme; je dis peut-être car la chose me semble beaucoup moins certaine. Il demeure toutefois évident que les mouvements de gauche reçoivent généralement l'appui des rédacteurs. C'est sans doute dans cette perspective qu'il faut interpréter l'appui entier accordé par le journal à l'exécutif de l'AGEUM. Ce dernier s'est fait cette année le promoteur de la gratuité scolaire, de la co-gestion et du syndicalisme étudiant. Ajoutons qu'en regard de l'exécutif de l'AGEUM, le journal du campus affiche plus de verdeur dans l'expression et manifeste plus d'impatience.

L'anarchie, si anarchie il y a, réside donc tout autant à l'AGEUM qu'au *Quartier latin.*

Mais de quoi les méchants étudiants alimentent-ils leurs « volontés destructrices » ? Si l'on s'en tient aux déclarations non équivoques de Pierre Marois, président de l'AGEUM, le but premier de l'association est l'instauration d'un véritable syndicalisme étudiant dont les objectifs immédiats seraient : d'une part, la co-gestion, c'est-à-dire la participation des étudiants à la direction de l'université par le moyen de la représentation dans divers comités où se règlent les questions intéressant directement les étudiants; d'autre part, la gratuité scolaire, c'est-à-dire la possibilité pour tous ceux qui en ont le talent et le goût de fréquenter les maisons d'enseignement de leur choix indépendamment de leurs conditions de fortune, le coût de l'éducation étant assumé par la collectivité québécoise.

En somme, si je comprends bien sa position, l'AGEUM désire que les étudiants prennent conscience qu'ils forment un groupe social non négligeable, qu'ils doivent eux-mêmes prendre en main la direction de leurs affaires en collaboration avec leurs maîtres et les administrateurs de l'institution qu'ils fréquentent, tout en étant bien conscients qu'ils auront un jour à servir la société qui leur aura permis la réalisation de leurs ambitions. A preuve, cette déclaration de Pierre Marois, rapportée dans un récent numéro du *Quartier latin :*

> « *Le défaut de l'étudiant est de ne pas penser collectivement. Je crois que cette situation est conditionnée par l'origine sociale des étudiants. On réussira à combler ce défaut le jour où on aura gagné sur le plan de la démocratisation de l'enseignement. Car lorsqu'on commence à parler en termes de démocratisation, on en vient à parler en termes de socialisation, on parle en termes de collectivité.* »[3]

Relativement à l'origine sociale des étudiants, à laquelle le président de l'AGEUM fait allusion pour expliquer le manque de pensée sociale chez les étudiants, il serait intéressant de rappeler quelques chiffres tirés d'un rapport préparé par le Département de sociologie de l'Université de Montréal en 1962 : 53% des étudiants des universités de langue française du Québec seraient issus de familles de professionnels, d'administrateurs, de semi-professionnels, de petits commerçants et de collets-blancs, autrement dit des classes bourgeoises. 42% viendraient de familles d'ouvriers spécialisés, semi-spécialisés, de manoeuvres et de cultivateurs. Mais il faut ajouter que plus de 50% des étudiants qui ont répondu au questionnaire des enquêteurs n'avaient pas obtenu leur Baccalauréat; ce qui signifie que la proportion des fils d'ouvriers serait vraisemblablement beaucoup moindre, si on s'en tenait aux étudiants du niveau universitaire au sens strict.[4]

Le travail de l'AGEUM ne se limite pas, cependant, à la promotion d'un esprit syndicaliste et collectiviste chez les étudiants. L'association se préoccupe aussi d'assurer à ses membres ce qu'il est convenu d'appeler des services. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois, on a fondé une Caisse populaire et que tout récemment un plan collectif d'assurance-vie à très bon compte est entré en vigueur. La dernière réalisation est l'achat des machines distributrices qui étaient jusqu'à maintenant exploitées par le frère du recteur. Enfin, une coopérative a été mise sur pied et les responsables attendent que les administrateurs leur allouent un local convenable pour mettre la chose en marche. Il est à remarquer que l'AGEUM a rencontré des difficultés sérieuses dans la poursuite de ces objectifs, dont la non moindre fut l'apathie des étudiants eux-mêmes.

Nous sommes ici en présence d'un phénomène assez étonnant : l'AGEUM, même dans ses entreprises les plus louables, a rarement, pour ne pas dire jamais, l'appui entier de la masse étudiante.

On assiste ainsi au spectacle d'une association qui doit à la fois lutter contre les personnes en autorité qui l'accusent d'un comportement anarchique et freinent souvent ses entreprises, et contre la masse étudiante qui n'est pas loin parfois de partager l'avis des autorités (tout en s'en défendant bien), mais qui préfère justifier son opposition en parlant des « cliques » que sont l'AGEUM, le *Quartier latin,* etc. . . .

Piètre anarchie

« La guerre des 10 cents » fut un moment d'exceptionnelle et relative unanimité sur la campus. En effet, malgré tout le mal qu'on peut en penser, les étudiants sont dans l'ensemble des gens fort paisibles : ce n'est pas cette année qu'ils vont « faire sauter la montagne ». Exception faite de quelques « agitateurs » disséminés dans les co-

---

(3) Supplément, Table ronde de l'AGEUM, QI, 30 janvier 1964, page 4.

(4) Cf. « Les résultats d'une enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec », tableau 75, appendice C, juin 1962. (En vente à l'AGEUM).

mités de l'AGEUM et plus particulièrement, parce qu'ils sont plus connus, de quelques collaborateurs du *Quartier latin*, on retrouve sur la montagne un petit monde qui reflète très exactement le « grand monde » de l'Etat du Québec : beaucoup de réactionnaires, quelques idéalistes et des avant-gardistes de salon; un monde de pantouflards !

Il s'agit pour s'en rendre compte de les interroger et surtout de les observer face à des situations nouvelles et importantes, comme en comporte la mutation actuelle de la société québécoise. Ainsi, il y a un nombre considérable de socialistes parmi les étudiants, mais à y regarder de plus près, il devient vite perceptible que ces « socialistes » ne souhaitent que des mesures sociales qui dérangent le moins de monde (et d'institutions) possible : quelque chose comme l'étatisation de la campagne des « Oeuvres de charité »; ce qui aurait l'avantage de ramener la part du clergé qui travaille actuellement pour la « cause » à une utilisation de ses énergies plus conforme aux promesses du jour de l'ordination.

Beaucoup d'étudiants souhaitent ainsi que « notre » clergé se modernise, de toute urgence. Une étudiante affirme : « Je suis pour l'instruction des curés ». Avis aux directeurs de séminaires !

Pourquoi faut-il que les curés se modernisent ? Sans doute pour endiguer la vague de laïcisme. Car, pour plusieurs étudiants, la laïcité de l'Etat est inacceptable étant donné que la population du Québec est catholique à 90% (pardon, à l'heure de l'oecuménisme, on dit plutôt « chrétienne »). Personnellement, je ne comprends pas le rapport ! Visiblement, ces étudiants, quand ils parlent de l'Etat laïque, ne savent pas de quoi il s'agit.

Je n'en veux pour preuve que l'attitude de l'exécutif du MLF, section universitaire[5], qui en octobre dernier, était convaincu, d'une part, que sur le campus la laïcité de l'Etat est un fait accepté, désiré, et que, d'autre part, la laïcité consistait en des choses comme la possibilité de manger de la viande le vendredi à la cafétéria, le fait d'avoir un recteur laïque, etc. . . .

C'est qu'au fond les problèmes du socialisme, de la laïcité, de la politique en général se situent tout à fait en dehors des préoccupations de la masse étudiante.

L'unique objectif des étudiants semble être de passer le plus joyeusement et sans trop d'échecs cette période de leur vie qui donne accès à des postes bien rémunérés, auxquels s'attache un certain prestige et, qui plus est, se situent parmi les activités essentielles à la bonne marche de la société moderne (en gonflant la voix).

On a la logique pour soi. Et qui oserait dire que la logique c'est un peu comme la vérité — tout aussi relatif ?

Mais alors les étudiants ne seraient pas les « enragés » qu'on imagine souvent ?

C'est qu'il ne faut pas confondre l'esprit carabin et l'esprit de révolte avec l'esprit révolutionnaire. Il est clair que la majorité des étudiants qui arrivent sur le campus « en ont gros sur le coeur ». Presque tous ont mal digéré leur huit années de pensionnat et même d'externat. Ils sont pour la plupart tous pleins de rancoeur contre les directeurs et les professeurs de leur collège. L'arrivée sur le campus marque le moment où enfin les pressions extérieures s'évanouissent, mais où il faut se défaire de toutes les pressions intérieures qui sont ni plus ni moins que des duplicata des premières. Il arrive alors que toutes les formes de défoulement sont bien accueillies; on s'en offre de toutes sortes : de la taverne au bordel, avec un arrêt pour renverser la clôture de Ville Mont-Royal. Car, il faut bien se rendre compte que, pour la majorité, les activités comme celle de Ville Mont-Royal ne font que manifester à la fois l'esprit carabin et l'esprit de révolte, même si, pour les organisateurs, elles devraient avoir une portée « politique » dans le sens le plus large du mot.

Les cliques

C'est ici que nous touchons au problème des « cliques » : l'AGEUM, c'est une clique, le *Quartier latin* est fait par une clique, prise à même la première et qui en est comme la quintessence, disent certains. Des étudiants vous diront qu'ils ragent en lisant leur journal, pour enfin avouer qu'ils ne le lisent à peu près jamais. Ils vous diront aussi que l'AGEUM se lancent dans des entreprises qui ne rencontrent pas souvent les désirs de la majorité.

On a même vu un membre du Conseil de l'AGEUM se lever à une assemblée pour dire aux responsables de la Société artistique (un des comités de l'AGEUM) que si certains se refusaient à voter leur budget ce n'était pas parce que leurs projets étaient mal vus, mais parce que leur arrogance déplaisait aux étudiants. L'unanimité ne s'en fit pas moins autour de la question même si le déficit en était augmenté : les farouches opposants de Polytechnique avaient eu le plaisir de dire aux « artisses » qu'ils n'avaient qu'à faire comme les autres : descendre des nuages.

Il est certain que le recrutement à l'AGEUM (sauf en ce qui concerne l'exécutif, élu par les étudiants eux-mêmes) ne se fait pas d'une façon absolument démocratique. L'association étudiante n'a pas son service de la fonction publique qui organiserait des concours chaque fois qu'un vide doit être comblé. C'est plutôt par contacts personnels que des nouveaux sont amenés à l'AGEUM et il est inévitable que le choix se porte le plus souvent sur des gens qui partagent assez bien les opinions de celui qui les recrute. Certains peuvent alors se plaindre de n'avoir pas été approchés. Mais on pourra alors leur demander ce qu'ils faisaient le printemps dernier quand l'actuel

(5) Ce mouvement compte-t-il d'autres membres que ceux de l'exécutif ? L'assemblée réunie ce soir-là permettait d'en douter.

président a été élu par acclamation, n'ayant pas d'adversaires. On pourra aussi leur demander pourquoi ils ne vont pas présenter leurs griefs aux directeurs des comités dont l'orientation leur déplaît.

Toujours à propos de recrutement, on peut remarquer deux choses : d'une part, les étudiants de Montréal ont une meilleure connaissance des problèmes étudiants au niveau universitaire que ceux qui viennent de la province; ces mêmes étudiants de Montréal ont des schèmes de pensée assez communs, alors que les autres arrivent ici avec la tradition unilatérale de leur collège.

D'autre part, il est certain que le Collège Ste-Marie (on ne sait par quelle vertu particulière), excelle dans la « production » d'étudiants actifs et entreprenants qui ont en commun le goût de se retrouver à la direction des affaires agéuméniques. On peut donc parler de discrimination indirecte au départ. Ainsi se trouvent en partie justifiées les accusations portées contre les « cliques ».

Il n'est pas du tout impossible que les dites cliques (il y a beaucoup d'étudiants en droit à l'AGEUM) ne profitent de leur situation dans les comités. Ainsi, dans le *Quartier latin* du 4 février, un rédacteur accusait l'AGEUM de n'avoir pas fait de publicité autour du chalet qu'elle possède à Saint-Sauveur, afin que les « amis » y aient toujours leur place, à un prix ridicule. On accuse souvent l'AGEUM de dépenser des sommes folles pour des entreprises auxquelles un nombre très limité d'étudiants participent; ainsi du premier film *Seul ou avec d'autres*. Il arrive que sur le campus, comme ailleurs au Québec, autant on se réjouit du succès d'un confrère autant on lui en veut de ne pas être à sa place, réalisant spontanément la parole de Baudelaire : « Je te hais autant que je t'aime ». On peut également se demander s'il arrive encore qu'à l'occasion, au comité artistique, on appelle à Québec, histoire de s'amuser aux dépens du « petit frère » à l'autre bout de la ligne. Les commissaires de Ville Jacques-Cartier trouveraient cela drôle ! Une question se pose : y a-t-il à l'AGEUM des étudiants de la même sorte de bonne foi que les « faiseurs de manuel » ?

Un monde divisé

Il serait trop simple de dire que si l'AGEUM est parfois mal vue des étudiants, c'est qu'en dehors de ses cadres personne ne pense, personne ne s'intéresse aux affaires de la collectivité étudiante.

Dans des objectifs comme ceux de l'AGEUM — gratuité scolaire, syndicalisme étudiant et cogestion —, il y en a, bien entendu, qui ne voient que des mots. Il y en a d'autres, cependant, qui y voient des dangers. Et c'est parmi les étudiants de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) qu'on rencontre les plus effrayés d'entre eux. Par exemple, le *Mercure* (journal des étudiants des HEC) rapportait dans son numéro d'octobre que le conseil de l'AEHEC avait voté à l'unanimité la proposition suivante : « L'exécutif propose que l'accessibilité de tous les étudiants à l'instruction à tous les niveaux soit promue par tout autre moyen que l'intervention unique et directe de l'Etat dans le contexte actuel. » Dans le numéro de décembre on lisait encore :

> « *Le bill 60* — il s'agit évidemment de la version d'avant le Nihil obstat —, *si on ne modifie pas l'article 9 du chapitre 58B relativement aux pouvoirs du ministre et du conseil, ne peut apparaître que comme étant* une intervention de l'Etat qui veut coordonner l'action des institutions en étendant indûment sa juridiction et en imposant arbitrairement son autorité. *(C'est nous qui soulignons). Cette formule surannée date du début du 19e siècle et est depuis très longtemps dépassée. Elle est plus vermoulue que le présent système d'éducation.*
>
> « *Encore une fois, poursuit le* Mercure, *nos génies du haut-savoir — savoir ceux de la « Colline inspirée » — sont de la parade. (Se rappeler que les étudiants des HEC sont dans le « bas de la ville »). Leur façon d'endosser le projet ne laisse que deux alternatives (sic) à leur égard.*
>
> « *Ou ils ne sont pas sérieux, mais pas du tout : leurs suppliques lamentables en vue d'obtenir gratuité scolaire, syndicalisme et co-gestion le prouvent.*
>
> « *Ou alors, ce sont des avant-gardistes de positions à jamais rétrogrades. Leur socialisme puéril et maladif en témoigne.* »

Même si les étudiants des HEC ont peu de contacts avec les autres, étant donné leur éloignement, il ne faudrait pas croire qu'ils sont les seuls à avoir de telles opinions. Il existe, sur le campus, des cellules très sérieuses, parmi lesquelles un mouvement séparatiste, qui ont des idées encore plus attardées que celles du *Mercure*. Ainsi, un militant séparatiste de droite s'alarmait de voir que l'AGEUM était dominée par des esprits anarchistes, sans aucun respect pour l'autorité, qui, en définitive, vient de Dieu ! Pour un autre étudiant, une fois l'idée de Dieu disparue, aucun ordre social n'est concevable; ce qui fait que les athées et les agnostiques sont des êtres inacceptables, dont les réclamations ne sauraient être prises en considération.

Ces étudiants ne sont pas si nombreux. Le plus inquiétant, c'est que la majorité, malgré ses airs émancipés, est encore et toujours portée par la tradition tout en ne le sachant point.

C'est dans de telles conditions qu'il convient de replacer l'action de l'AGEUM. C'est sans doute par ces conditions que s'explique la lenteur de ses progrès. Les victoires de la co-gestion sont encore récentes et fragmentaires. Le voeu des étudiants d'être représentés partout où il est question de leurs affaires est sérieusement combattu.

Encore là, si on veut bien dépasser les événements, il faut voir l'échec de la démocratie et du

syndicalisme. Dans un pays où depuis quelques années le mot « démocratie » a tant de vogue, on s'étonne de rencontrer tant de comportements anti-démocratiques ou a-démocratiques. Les « gouvernements », que ce soit le conseil de l'AGEUM ou le conseil des gouverneurs, le conseil de la CSN ou le cabinet Lesage, n'ont pas encore réussi à établir des liens directs et constants avec les groupes d'individus pour lesquels ils travaillent.

Ainsi, alors que l'efficacité démocratique du système parlementaire est sérieusement mise en question (récent congrès des Affaires publiques, article de J. Guay dans le *Maclean* de janvier), l'AGEUM n'a pas trouvé mieux que de l'adopter. C'est ainsi que les réunions de son conseil sont des copies, en tout point exactes, des séances de l'Assemblée législative : sur une cinquantaine d'individus qui entourent la table, dix suivent ce qui se passe, cinq attendent le moment de placer un mot d'esprit, quinze jasent entre eux et le reste s'endort. L'élite de demain ressemble parfois énormément à l'élite d'aujourd'hui !

II - LE RÈGNE DE L'INCONSCIENCE

Il n'est pas sans intérêt de se demander quelle pourrait être la cause immédiate de cet état de choses. On pourrait à la rigueur faire appel à l'inconscient collectif, selon la théorie de Jung : je préfère laisser l'étude de cet aspect de la question à d'autres; on pourrait aussi invoquer le déterminisme historique qui fait que les sociétés ne se transforment que très lentement, se répétant d'une époque à l'autre : hypothèse très près de la première et aussi compliquée. Allons-y d'une explication toute simple : les étudiants attendent d'en haut (n'ont-ils pas choisi « l'Université sur la montagne » ?) l'exemple de l'originalité, de l'esprit créateur, de l'audace. Il faudrait alors conclure que l'exemple n'est pas encore venu.

Il n'est pas dans mes prétentions de détruire les avancés de Mgr le Recteur de l'Université de Montréal selon qui l'institution qu'il dirige jouit d'une réputation enviable parmi les universités canadiennes et même du monde entier, selon qui aussi elle compte de nombreux universitaires d'un mérite reconnu[6] puisque, disait-il un jour, Ottawa nous a pris Frégault et New York, Dansereau — serait-ce alors que l'Université a trop de grands maîtres et qu'il faut en « exporter » ? Faisant de telles déclarations, le recteur se situe d'ailleurs dans une perspective elle-même discutable.

Quoi qu'il en soit, si vous recourez au procédé de l'enquête, vous entendrez, entre autres choses, que les professeurs de Sciences sociales sont tous socialistes, que ceux de Lettres sont en bonne partie européens et . . . salauds, que ceux de Psychologie sont très sérieux et attentifs aux problèmes des étudiants, que ceux de Droit sont exigeants, mais honnêtes, etc. . . . Ce qui fait un bilan pas trop négatif. Mais il ne m'est pas arrivé d'entendre : le professeur Baptiste, c'est un véritable maître dans son domaine. C'est peut-être en Sciences pures que cette réponse est le plus près des lèvres, mais elle ne sort pas.

On pourrait tourner facilement la question en disant que les étudiants ne sont pas en mesure de juger de ces choses — ce qui leur ferait une incapacité de plus. On aurait peut-être raison, qui sait ? Mais on m'accordera que c'est quand même un mauvais point. Saint Thomas et les scolastiques, si décriés de nos jours, les pauvres ! savaient au moins mener de fiers combats du haut de leur chaire. Le Moyen-Age, malgré tout . . .

On pourrait, par ailleurs, utiliser le critère des Prix Nobel, mais la liste de ses détenteurs présentement à l'Université de Montréal n'a pas encore été publiée, et pour cause. De toute façon, nous avons un Prix Nobel canadien et on se demande sérieusement ce que cela prouve ! Voilà donc un deuxième critère dont il n'y a rien à tirer. Et le mystère dure.

Des silencieux

Du côté des publications, notre richesse est pauvre. Les Presses de l'Université de Montréal n'existent que depuis à peine un an et la liste de leurs publications se résume à une dizaine de titres, dont deux ou trois ont attiré l'attention de la critique internationale. Mais le bilan est maigre, même si on ne le compare qu'à celui des Presses universitaires de Laval. Il faut ajouter que quelques professeurs ont publié à l'étranger, plus particulièrement aux Presses universitaires de France. Si on jette un oeil du côté de la majorité des thèses de nos docteurs, tout ce qu'on peut affirmer avec certitude c'est qu'elles ont eu grand besoin d'être époussetées avant d'être livrées aux regards du public lors des « Journées d'accueil » de l'automne dernier.

Avant d'aller plus loin, je dois à mes lecteurs éventuels un aveu : je n'ai pas suivi de cours dans toutes les Facultés, je n'ai pas lu grand-chose de ce qu'ont publié les professeurs. Toutefois, il est un certain nombre de constations qu'il est loisible à un profane de faire avec assez d'assurance. Il est connu, par exemple, que peu de professeurs d'ici ont acquis une renommée internationale, que peu d'entre eux ont travaillé *ouvertement* à l'élabora-

(6) cf. *Université de Montréal, Annuaire général, 1963-64*, p. 5.

tion d'une science et d'une pensée « autochtones ». Il faut évidemment faire exception pour des chercheurs comme le docteur Hans Selye avec qui des étudiants étrangers viennent travailler. Mais combien sont-ils de ce poids ? Et combien ont été formés à Montréal ?

Rares, sinon introuvables, sont donc les professeurs de l'Université de Montréal qui ont fait avancer les sciences pures ou les sciences humaines, et la chose est encore plus vraie dans ce dernier domaine. Alors que les facultés à caractère scientifique tâchent de suivre le tempo des U.S.A. — c'est dans ce pays qu'elles commandent leurs manuels ! —, et parviennent parfois à faire des découvertes originales, il arrive que dans les autres on semble être impuissant à faire autre chose que « traduire en canadien-français » les découvertes d'outre-mer. Ainsi, les professeurs les plus avant-gardistes de littérature française en seraient encore à intégrer et à « lancer » les méthodes de critique littéraire sur lesquelles les Français travaillent depuis au moins vingt-cinq ans. En philosophie, quand on dépasse (sens chronologique) s. Thomas, c'est pour montrer comment il fut et reste supérieur à tous les autres ! La digestion est lente, fort lente.

On se demande à quand l'invention, à quand le rayonnement. On ne saurait se contenter indéfiniment de se faire connaître par le moyen de l' « exportation » des professeurs qui n'arrivent plus à vivre ici. Nous sommes d'une culture encore à ses vagissements, dira-t-on. On pourrait tout de même y mettre un peu plus de souffle. Car c'est bien là, la lacune la plus évidente de nos universitaires : ils sont, sauf de très rares exceptions, des *silencieux*. Peut-être que sur le plan universitaire international, leur silence est encore très à propos, mais je crois que dans le milieu national, leur voix aurait avantage à être plus souvent entendue.

Il est bien arrivé, si l'on s'en tient aux derniers mois, que les professeurs de l'Université de Montréal ont dit : « Non, aux jésuites », qu'ils ont présenté un mémoire à la Commission Parent (où incidemment il n'était pas question de tout dire, du moins à propos de financement, si l'on s'en tient à une déclaration du Pr Brunet[7]) ; il est arrivé que le Pr Brunet a dit « non » au département d'études sur le Canada français à McGill, que le Pr Breault a fustigé le programme de philosophie de la Faculté des Arts[8]; il est arrivé tout récemment, enfin, que le Pr Bouchard, en « service commandé » cependant, a dénoncé les anomalies de l'édition au Québec et que le Pr Brunet, un nom qui ne se laisse pas oublier, a révélé la situation désavantageuse au point de vue financier des universités de langue française du Québec[9].

(7) *Quartier latin*, 4 février 1964.
(8) *Parti pris*, janvier 1964.
(9) « Le Financement de l'enseignement universitaire au Québec », in *Quartier latin*, 21 janvier, 8-9 et 23 janvier, 8-9.

Cette dernière publication est d'ailleurs un argument de taille pour expliquer le retard de nos universitaires; si la contribution québécoise au savoir universel n'est pas plus considérable, on peut maintenant dire que c'est faute d'argent. Ce qui n'est pas du tout faux.

On sait, d'une part, l'indigence de la bibliothèque de l'Université : on sait que, dans au moins un département, un professeur met à la disposition des étudiants des livres fort dispendieux dont l'Université ne lui a pas remboursé le coût; on sait que souvent des professeurs invités de l'étranger doivent réduire à presque rien les bibliographies qu'ils avaient préparés à l'intention des étudiants, parce que ces livres ne se trouvent pas ici. Il serait malséant de prétendre que les universitaires de Montréal sont très favorisés sur ce plan.

D'autre part, il est des domaines où la recherche exige beaucoup plus que des livres; en médecine, en sciences, par exemple, ce sont des sommes presque astronomiques qu'il faut. Ces sommes, quand elles viennent, arrivent assez souvent directement des U.S.A. Notre voisin ne possède donc pas que la presque totalité de nos richesses naturelles en exploitation, il « possède » même nos recherches. Et les étudiants des HEC ont peur de l'ingérance du gouvernement du Québec ! Les doléances du Pr Brunet ne méritent certainement pas d'être traitées cavalièrement; elles démontrent une réelle situation d'infériorité qui ne saurait durer, surtout qu'on sait maintenant que l'argent ne laisse personne indifférent, surtout pas l'*élite !*

Le poids de la pesanteur

L'humour évidemment ne règle pas grand-chose; je me demande si l'argent règlerait le tout de l'affaire. Il semble bien que la tradition et la mesquinerie pèsent aussi lourd aux épaules des universitaires qu'à celles de quiconque. Mon intention n'est pas de révéler de « petits scandales », mais certains faits montrent que la liberté académique dont on jouit au Québec, ainsi que l'ont affirmé les professeurs de Laval à l'occasion du Rapport Bouchard, est parfois atténuée par le manque de courage, sinon de probité de certains professeurs.

Est-ce par malice pure qu'on raconte que le fait pour un professeur de relations industrielles de travailler *aussi* pour une importante compagnie le rend beaucoup moins porté que ses confrères pour la chose syndicale et tout ce qui a une certaine teinte socialiste. Evidemment, le hasard parfois fait que « la réalité dépasse la fiction ». Et si tel était le cas, les accusations portées par Michel Chartrand contre les universitaires plus près des sous que du peuple prendraient un sens très précis[10].

(10) *Quartier latin*, 6 février 1964, 5.

Chez d'autres, et j'incline à croire qu'ils sont les plus nombreux, c'est davantage le conformisme qui joue. Ainsi, un professeur d'une Faculté où vient de naître la revue *Lettres et écritures* serait d'avis que les étudiants doivent étudier les auteurs avant de songer à en devenir. Sainte-Beuve, pour un, a étudié les auteurs avec un succès reconnu, *faute d'*avoir pu en devenir un; et c'est Victor Hugo qui en souffrit et de plus d'une façon. 1830, 1964 . . . ?

En Sciences religieuses, faculté de théologie pour laïques, il est au moins un professeur qui ne consentira pas facilement à reconnaître que les démarches de la jeunesse étudiante, celle qui a décidé de marcher, soient susceptibles de réussir. Selon lui, la jeunesse actuelle qui appelle la rigueur dans les sciences, refuse une méthode rigoureuse de pensée en matière de philosophie. Creusez un peu la question et vous découvrirez qu'au fond son regret c'est de voir la logique thomiste mise au rancart.

Je suis peut-être naïf, mais je crois que ces « petites mesquineries » ne seraient pas soudainement dépassées le jour où le gouvernement ferait pleuvoir les subventions sur l'Université. Le manque d'argent explique beaucoup de choses, il n'explique pas tout; à certains points de vue, il n'explique rien. On ne me fera pas croire que la pensée soit essentiellement dépendante de l'argent.

Professeurs du Québec ?

On ne me fera pas croire non plus que c'est le manque d'argent qui explique que l'intérêt porté par la majorité de nos universitaires à notre milieu soit si récent et si mince. Il n'y a, à ma connaissance, qu'à la Faculté des Lettres et à la Faculté des sciences sociales[11] qu'on s'intéresse plus particulièrement aux réalités d'ici. La première, par ses sections d'histoire du Canada, de littérature canadienne (cette dernière vient de naître) et de linguistique; la seconde, par des recherches sociologiques diverses dont les résultats de certaines ne seraient accessibles que dans des bibliothèques américaines pour avoir abordé des sujets tabous — la liberté académique a des limites ! Dire qu'il y a beaucoup de professeurs étrangers n'explique pas grand-chose, car nombre d'entre eux vivent aussi pleinement en québécois que les autochtones. Et nous avons absolument besoin d'eux.

L'explication la plus plausible est peut-être celle qu'a fourni indirectement le Pr Brunet dans une interview accordée au *Quartier latin*[12], alors qu'il déclarait à propos d'engagement : « Je ne conçois pas une Université où tous les professeurs seraient sur la place publique ou le contraire une Université où les professeurs se réfugieraient dans une tour d'ivoire. L'engagement du professeur dépend de la discipline qu'il enseigne, de sa personnalité, de son tempérament et aussi des circonstances particulières au moment de l'engagement. » D'où l'on peut conclure que l'Université de Montréal compte très peu de professeurs de tempérament approprié ou, au cas contraire, qu'ils sont presque tous dans les « mauvaises disciplines ».

Michel Chartrand, dans la conférence rapportée plus haut, a également parlé de « tour d'ivoire »; il se faisait alors le porte-parole du peuple. Mais tout le monde sait que ce n'est pas dans des termes si polis que le peuple fait connaître ses sentiments à l'égard des universitaires et de ceux qui sont passés par l'université. C'est de cette institution que, selon les gens, sortent les méchants avocats, les notaires retors (et mes qualificatifs sont ici des euphémismes), les médecins profiteurs, les professeurs illettrés, les vendeurs de dentiers et, pire encore, les vendeurs de « gomme à macher » et de bas de nylon, pompeusement appelés pharmaciens, et enfin ceux qui parlent parce qu'ils n'ont rien à dire, les philosophes. C'est ainsi depuis le Moyen Age : la classe instruite a toujours été l'objet des railleries et des colères du peuple; qu'on pense à la *Farce de maître Pathelin,* au *Médecin malgré lui.* Cela n'a pas empêché le savoir de progresser, mais cela signifie aussi que « notre » conception de l'élite est franchement moyenâgeuse et qu'elle favorise le maintien d'une partie de la société dans la misère matérielle et intellectuelle où la seule forme continue de révolte a été le mépris. On comprend alors que l'enthousiasme ne soit que sporadique dans le peuple quand ce petit monde déjà privilégié réclame qu'on le fasse vivre gratuitement, alors qu'il n'est pas du tout assuré qu'il va réellement se préoccuper de nous. L'Université doit donc se mettre délibérément au service des Québécois; il lui sera alors plus facile de réclamer des fonds.

La pensée n'est pas essentiellement dépendante de l'argent, ai-je dit; j'ajouterai maintenant, dernier reproche, que si vraiment on est convaincu qu'il faut plus d'argent, il n'y a qu'à se mettre à en rechercher véritablement. En cinquante ans, certains pays — « matérialistes », je connais le refrain — en ont trouvé pour des fins analogues, alors qu'auparavant ces pays étaient nettement en retard sur les autres; plus près de nous, il y a Cuba où le relèvement en éducation est très rapide. On ne peut que s'indigner devant un tel état de choses : tout le monde crie son mécontentement; les universités et les étudiants à Québec et à Ottawa, Lesage à Ottawa, et personne dans ces milieux n'ose proposer de solution globale à la situation dénoncée. Les universitaires qui manquent de fonds, ceux qui se sentent brimer dans leur action intellectuelle, qu'attendent-ils pour réclamer du système des réformes; qu'attendent-ils, voyant que le système est impuissant, pour promouvoir l'instauration d'un autre système ?

L'histoire se fait dans le mouvement, par le mouvement. Si la tradition est à ce point lourde

(11) Incidemment, j'apprends que des professeurs de cette faculté lanceraient bientôt une revue. Je souhaite qu'elle soit sérieuse et populaire.

(12) 4 février, 1964, 12.

aux épaules des universitaires, par qui, dit-on, se bâtit l'avenir, on se demande quel avenir nous attend sinon la répétition du passé.

Je souhaite . . .

Il me semble qu'on a, à ce jour, suffisamment trouvé de failles dans nos institutions pour que des hommes d'ici se mettent à l'oeuvre pour trouver mieux. Il arrive un moment où critiquer l'université ou le système politique ou le système économique d'un pays, c'est mettre en doute d'une façon globale toutes les institutions de ce pays. On voit trop bien comment, en définitive, tout est lié. Il n'est pas du tout hasardeux d'affirmer que les misères du colon de Saint-Narcisse, les profits substantiels de tel faiseur de petit catéchisme et le manque de fonds pour les recherches universitaires sont, parmi d'autres, des phénomènes soustendus, rendus possibles, par un même système économique et politique, par un même poids de traditions, par une même mythologie. Et si, comme on essaie parfois de m'en convaincre, toute mythologie ne disparait sur le plan collectif que pour faire place à une autre, je souhaite cette nouvelle mythologie. Elle nous aura donné le sentiment de mieux vivre, comme l'actuelle permet à des hommes qui ont profité, quoi qu'ils disent, d'affirmer qu'ils ont agi de bonne foi, parce que dans la cohérence du système.

Sans doute nos universitaires sont-ils de bonne foi quand ils traduisent les manuels de mathématiques américains; sans doute sont-ils également de bonne foi quand ils répètent, quelques années après, les professeurs de l'Université de Paris. Sans doute les étudiants sont-ils de bonne foi quand ils souhaitent des curés plus instruits; sans doute sont-ils de bonne foi quand ils déclarent qu'après tout la politique c'est complètement pourri; sans doute sont-ils encore de bonne foi quand ils copient, sans le savoir, leurs aînés. Tout le monde est ici de bonne foi, sur la montagne comme ailleurs, de cette bonne foi qui a pour origine l'*inconscience*.

Et l'inconscience, ici, c'est la tradition. Heureusement que la mise en question des traditions a aussi, de plus en plus, sa tradition. Tradition hautement désagréable, parce qu'elle s'accompagne de l'inconfort; tradition qui permet de demander à nos universitaires si, par exemple, il est immuable que les universités fonctionnent à peu près sur le modèle de celles qui existaient à la fin du Moyen Age; s'il est acceptable qu'au XXe siècle ce type d'institution se consacre presque uniquement à la transmission du savoir acquis antérieurement — ce qui ne manquera pas de le rendre pratiquement inutile dans quelques décennies, comme on voit que les connaissances même très spécialisées ne peuvent plus être possession d'un seul homme, qu'elles devront de plus en plus être confiées à des documents sonores ou visuels.

Tout le système universitaire traditionnel risque, à certains points de vue, de devenir parfaitement inopérant d'ici quelque temps. Chez-nous, on retarde encore dans la perspective traditionaliste, alors que cette même perspective est appelée à sombrer dans la catégorie où on classe présentement les pratiques des magiciens pygmées et les pélerinages à St-Jacques-de-Compostelle.

* * *

Il fut, dans l'histoire de l'humanité, un temps d'avant l'écriture, d'avant la machine, d'avant l'argent (monnaie); on peut dès maintenant prévoir un temps d'après l'écriture : la TV remplace déjà en partie les journaux, d'une part, et les bibliothèques de demain seront de plus en plus constituées par des documents sonores (disques, rubans magnétiques). Qu'on songe à ce que cela signifie : alors qu'aujourd'hui l'éducation est basée sur l'écrit, il viendra un temps où les hommes n'auront plus d'abécédaires, où les hommes n'auront plus à écrire. De même, il n'est pas impensable qu'il y ait un temps de la machine sans l'homme (une fois conçue) comme un temps d'après l'argent. « En ce temps-là » sans doute que le capitalisme, le créditisme et le socialisme auront perdu pas mal de leur pouvoir de provocation sur l'esprit des Terriens.

L'histoire devrait avoir assez duré pour nous apprendre le *sens du relatif* (c'est ici que le passé prend une bonne partie de son sens) et je n'entends pas par là que Lesage soit plus grand que Duplessis, mais que les valeurs et les habitudes qui tout ensemble donnent consistance à une civilisation, aux luttes mêmes qui se livrent à l'intérieur d'une civilisation, ne sont pas immuables.

L'histoire devrait avoir assez duré pour nous apprendre que l'homme *vit en faisant,* que ce soit des enfants, des poèmes ou des robots. Et il y a ici des choses à faire.

En somme, nous attendons encore nos Karl Marx, nos Freud, nos Gaston Bachelard, nos Einstein, nos Teilhard de Chardin. Nous sommes encore condamnés à tourner les yeux vers l'Europe, l'U.R.S.S. ou les U.S.A. pour trouver les « provocations intellectuelles ». (malgré sa relative pauvreté, Montréal est encore mieux pourvue en « provocations érotiques »). Malheureusement, il appert à observer et les professeurs et les étudiants de l'Université de Montréal que nous ne sommes pas au bout de l'importation de la pensée et de la science. A voir l'encrapulement de l'*élite d'hier et de demain,* on en arrive à la conclusion que ce n'est pas nous qui allons dans les prochaines années donner des exemples de profondeur, d'originalité ou d'audace dans quelque domaine que ce soit. A moins que, à moins que parmi nos beaux esprits ne se trouvent quelques génies ignorés . . .

Mais en attendant le génie, qu'au moins on utilise le talent au maximum.

En 1964, il ne suffit pas à un universitaire d'être savant, quand il l'est, il lui faut aussi être poète. ★

LE CANADA, LA DOMINATION DES USA, ET LA BATAILLE DE L'AUTOMOBILE

par *Jean PELLERIN*

ON l'a maintes fois signalé : les deux partis traditionnels au Canada — le parti conservateur et le parti libéral — se sont longtemps distingués par leurs allégeances économiques.

Dans une perspective globale, on peut dire que le parti conservateur (jusqu'à John Diefenbaker exclusivement) s'est surtout appliqué à maintenir le Canada dans le sillage des intérêts de l'Empire britannique et du Commonwealth (intérêts longtemps majoritaires au pays), tandis que le parti libéral (surtout depuis l'époque de Mackenzie King) s'est ingénié à faire en sorte que le Canada s'engage dans le sillage des intérêts des Etats-Unis d'Amérique.

Avec les années, les intérêts américains ont ramené à un niveau marginal les intérêts britanniques. En d'autres termes, la thèse libérale a prévalu, et c'est ainsi qu'en s'affranchissant des intérêts britanniques, le Canada a fini par tomber sous le joug des grands trusts des Etats-Unis.

Une énorme combine continentale

Quand il prit le pouvoir, après 22 ans de régime libéral, John Diefenbaker a réagi vigoureusement contre l'emprise de l'économie et de la politique américaine sur le Canada. Il a vu, comme tant d'autres, que notre pays, surtout depuis la dernière guerre, était devenu le dindon de la farce dans l'affaire. Aussi, il a rouspété à la manière qu'on sait, et il s'est efforcé de le tirer de la situation ridicule et ruineuse où l'avait mis la nouvelle école libéraliste au début du siècle — situation qu'ont bien su décrire deux économistes canadiens, dans une étude publiée il y a deux ans.

« En réalité, écrivent les auteurs de cette étude, la politique des Etats-Unis consiste à imposer à son partenaire canadien un programme militaire orienté dans le sens des intérêts américains — un programme sans valeur en termes de défense canadienne, mais dont les frais sont assumés par les Canadiens. Simultanément, le capital américain s'empare d'une façon égoïste du contrôle des secteurs les plus profitables de l'économie du pays.

« Pour l'exercice financier 1956-57, poursuivent les auteurs qui s'appuient sur des chiffres publiés dans le bulletin de la United Workers (septembre 1959), 49 pour cent de toutes les dépenses militaires du Canada pour les marchandises et les services ont profité à quinze grands entrepreneurs.

« Six de ces quinze grands entrepreneurs, précisent les auteurs, sont d'allégeance américaine. Il s'agit de General Motors of Canada (intérêts Du Pont), Imperial Oil (intérêts Rockefeller), Canadair (subsidiaire de General Dynamics, filiale du pool financier des Lehman Brothers), Canadian Pratt & Whitney (subsidiaire de la United Aircraft Corporation, elle-même filiale de la First National City Bank of New York), Bell Telephone Company (intérêts Morgan-Rockefeller), Canadian Westinghouse (intérêts Morgan-Mellon)...

« En d'autres mots, concluent les auteurs, une partie substantielle des dépenses militaires imposées au Canada par la politique des Etats-Unis profite directement aux représentants canadiens des monopoles américains, contribuant ainsi, et aux frais du contribuable canadien, à accroître davantage la faculté des groupes monopolisateurs des Etats-Unis d'étendre leur influence sur l'économie canadienne. »[1]

Trahison de nos élites politiques

Ce n'est là qu'un faible aperçu de la vaste « combine » monopolisatrice que la faiblesse économique (et aussi l'incompétence politique) du Canada ont dû tolérer, voire même encourager.

La « combine » est ingénieuse. Le « Big Business » des Etats-Unis satellise à peu près toute l'élite financière du Canada, et c'est de cette « élite » que sont sortis, depuis près d'un demi siècle, les grands planificateurs de la politique canadienne — ces oracles « infaillibles » qui nous ont habitués à considérer comme nor-

★

male la « fatalité » qui veut que le Canada reste irrémédiablement à la merci de l'ogre yankee, notre « bon voisin ».

On comprend que M. Diefenbaker, un prolétaire de l'Empire, originaire des Prairies, se soit montré amer.

Mais voici qu'une nouvelle équipe libérale reprend le pouvoir, et non seulement poursuit, mais articule et intensifie un programme que l'administration Diefenbaker avait cherché à opposer à l'emprise politique et économique des Etats-Unis sur le Canada.

Voilà qui est nouveau. Le vent d'indépendance qui commence à s'abattre sur le Québec, soufflerait-il également sur tout le reste du Canada ? Ce serait sans doute trop beau.

Non. Il se passe tout simplement ceci que les Etats-Unis, comme aurait dit ma grand-mère, ont quelque peu « ambitionné sur le pain bénit ». Ils sont causes des difficultés financières où se trouve le Canada, et l'équipe libérale qui siège présentement à Ottawa cherche, non à rompre avec un système qui mène le pays à la ruine, mais à apporter au dit système les correctifs que commencent à souhaiter les laissés-pour-compte de l'« élite » financière canadienne.

Le Canada a mal à ... sa balance des comptes

Un pays ressemble à un simple établissement de commerce, puisque dans les deux cas, il ne doit pas acheter plus qu'il ne vend.

Quand un pays vent plus qu'il n'achète, il s'enrichit et jouit de ce qu'on appelle en jargon de finance d'une balance *favorable* des paiements ou des comptes. Au contraire, quand il achète plus qu'il ne vend, il s'endette, et souffre alors d'une balance *défavorable* de ses comptes. C'est le cas du Canada.

Le déficit canadien de la balance des paiements a totalisé 542 millions de dollars pour les douze mois qui se terminaient en septembre dernier. Les économistes prévoient que le déficit total de la balance des comptes sera, pour 1963, d'environ 550 millions de dollars, alors qu'il était de 848 millions en 1962, le maximum ayant été atteint en 1959 avec un déficit de un milliard 504 millions de dollars. Incidemment, le déficit canadien de la balance des paiements s'est accentué plus que de raison depuis 1953. Il a fait une chute grave en 1956 et ne s'est relevé pour la peine qu'en 1960. Aujourd'hui, il est à peine inférieur à celui enregistré en 1955. Bref, la balance des comptes du Canada n'a pas accusé de surplus depuis 1952, et encore, ne s'agissait-il, à ce moment-là, que d'un excédent à peine supérieur à cent millions de dollars.

A noter qu'il s'agit là de chiffres globaux, c'est-à-dire, de chiffres qui tiennent compte de la masse des échanges du Canada avec les pays étrangers. A première vue, on pourrait croire que le Canada est en mauvaise posture commerciale, et ce, sur tous les fronts.

Or, il arrive que ce n'est pas le cas, car, si le Canada vend aux Etats-Unis moins que son puissant voisin n'achète chez lui, il vend aux autres nations du monde plus qu'il n'achète lui-même chez elles, de sorte que le déficit de la balance des comptes au Canada est pour une bonne part, pour ne pas dire uniquement, imputable aux échanges commerciaux disproportionnés avec les Etats-Unis.

Peu après son accession au poste de ministre des Finances, M. Walter Gordon a mis de l'avant quelques chiffres. Il a dit qu'au cours de la dernière décennie, le Canada a tellement acheté plus qu'il n'a vendu aux Etats-Unis que le chiffre global de son déficit des comptes avec ce pays s'élève désormais à 13.5 milliards de dollars. L'entrée de capitaux en provenance des Etats-Unis au cours de la même période a été de l'ordre de 7.6 milliards de dollars, laissant une balance de six milliards à rattraper.

Ce déficit a été financé grâce à un surplus de 2.9 milliards de dollars au poste des comptes courants avec les autres pays du monde, 1.9 milliard de dollars au poste des investissements étrangers (autres qu'américains) et 1.5 milliard de dollars au poste de la production canadienne d'or disponible pour l'exportation. Six milliards de dollars prélevés à même ces trois surplus ont été payés aux Etats-Unis, contribuant par le fait même à réduire d'une façon importante le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis avec les autres pays du monde.[2]

Le Canada, victime des USA

Ces chiffres ont quelque chose de confondant et M. Gordon ne cherche nullement à dissimuler la gravité de la situation.

« Le Canada, dit-il, contribue largement à l'amélioration de la balance des paiements des Etats-Unis. »

Et il ajoute :

« ... nous ne pouvons pas continuer à donner une assistance de cet ordre à un pays ami, mais combien plus riche que nous. »[3]

Cette remarque du ministre a fait long feu dans la presse canadienne. L'éditorialiste d'un quotidien de Montréal n'a pas craint d'écrire carrément :

« Les Etats-Unis ont profité grandement de leurs échanges commerciaux avec le Canada, et ce, depuis des générations. Au total, les Etats-Unis sont de loin les gagnants, puisque l'invasion de leurs dollars pour l'achat de valeurs canadiennes est de beaucoup moins massive que l'expatriation

de dollars canadiens aux Etats-Unis à des fins commerciales. »[4]

Comme faisant écho à l'éditorialiste montréalais, un journal de Toronto écrivait de son côté :

« Les Canadiens sympathisent avec Washington pour ce qui a trait à ses difficultés dans le domaine de la balance défavorable de son commerce outremer, mais en toute justice, on ne peut s'attendre à ce que ces mêmes Canadiens perpétuent une situation qui compromet l'équilibre de toute leur économie, tout en privant les ouvriers du pays d'emplois dont il ont un pressant besoin. »[5]

Quelques mois plus tard, l'éditorialiste montréalais revenait à la charge pour dire :

« L'an dernier, le déficit du Canada pour ce qui a trait aux comptes courants avec les Etats-Unis s'est élevé à 1.1 milliard de dollars (répartis comme suit : $500 millions pour l'achat de marchandises, et $600 millions pour l'achat de valeurs non-commerciales). Même au chapitre spécifique des investissements, les Etats-Unis ont été les gagnants. L'an dernier, les Canadiens ont acheté pour quelque $61 millions de valeurs américaines de plus que les Etats-Unis n'ont acheté de valeurs canadiennes.

« Le problème, fait observer l'éditorialiste, n'est pas que le Canada ajoute aux difficultés que les Etats-Unis éprouvent dans leur balance des paiements; en vérité, ce sont les Etats-Unis qui ajoutent au problème de la balance canadienne des paiements. »

Et le journal de conclure :

« Le Canada est la victime et non la cause (de la balance défavorable des paiements). En fait, le Canada contribue au delà de ses moyens à soulager le déficit de la balance des comptes des Etats-Unis. »[6]

Des voix dans le désert

Ces propos rendent des accents nouveaux. Certes, il ne s'agit pas là du cri de la fierté et de l'indignation. La protestation ne part pas du coeur, mais du porte-feuille, car il faut dire que la « combine » ne fait pas que des heureux. Elle engendre des factions . . . des factions qui s'alarment de constater que le « foin » diminue dans la crèche. Les valets canadiens des Etats-Unis rouspètent. C'est de bonne guerre. Mais soyons bon prince, et reconnaissons que sans la témérité de Diefenbaker, et surtout sans les risques calculés qu'ont su prendre des hommes comme James Coyne et Walter Gordon, le Canada continuerait à se faire tranquillement voler par les U.S.A.

Certes, le pillage du Canada par les grands trusts américains n'a pas encore pris fin, mais les « combinards » canadiens ont désormais mauvaise conscience. C'est déjà un progrès.

On sait que le coup de tête de M. Coyne avait inquiété les milieux financiers du Canada et des USA. Ce qu'on sait moins, c'est que M. Gordon a inquiété et inquiète encore les mêmes milieux.

Depuis maintenant dix ans, en effet, M. Walter Gordon répète aux Canadiens qu'à moins qu'ils ne prennent pleinement conscience de la situation qui leur est faite, ils demeureront toujours soumis à des forces économiques qu'ils ne peuvent pas contrôler. Aveu suave que ne prisent guère certains des pontifes qui président à la « combine » politico-financière destinée à faire de toute l'Amérique du Nord un seul et même tout économique — une « Enterprise » dépouillée de toutes préoccupations d'ordre national ou autonomiste. Les observateurs n'ont sans doute pas tort de dire que M. Gordon.

« . . . est un prophète méconnu et sans gloire dans son propre pays, un prophète qui, au demeurant, a eu le tort de prouver qu'il avait raison dans la plupart des messages impopulaires qu'il a livrés au peuple canadien. »[7]

Non seulement M. Gordon a eu raison, mais il s'est acquis le support et la collaboration de quelques-uns de ses collègues, tel M. Charles Drury, ministre de l'Industrie, qui reprenait presque mot pour mot ses thèses l'automne dernier pour dire aux ingénieurs professionnels de l'Ontario que :

« Il est temps que nous cessions d'enregistrer constamment des déficits dans notre commerce extérieur. Il est temps que nous cessions d'acheter des étrangers plus de marchandises et de services que nous leur en vendons . . . car c'est bien là la situation que nous devons affronter. Le problème est de savoir quoi faire pour la corriger lorsque 60 pour cent au moins de la production canadienne est sous contrôle étranger. »[8]

M. Mitchell Sharp, ministre fédéral du Commerce, et autre bouillant émule des Coyne et des Gordon, a fourni sans façon une réponse à cette question au congrès national du commerce étranger tenu à New York en novembre dernier.

« La solution permanente du problème des comptes au Canada », a-t-il dit, « doit résider dans un élargissement substantiel de la structure industrielle du Canada . . . Et il est inévitable que toute réduction substantielle du déficit de la balance des comptes du Canada exige en retour une réduction du déficit commercial du Canada avec les Etats-Unis. »[9]

L'élargissement d'une façon « substatielle de la structure industrielle du Canada » ne saurait se faire sans une transformation du secteur le plus important au Canada : celui de l'automobile. C'est du moins l'opinion de tous les experts.

L'an dernier, l'importation d'automobiles et d'accessoires en provenance des Etats-Unis a coûté 425 millions de dollars au Canada qui, en retour, n'a vendu aux Etats-Unis que pour 26 millions de dollars de ces mêmes produits (décalage de $400 millions). C'est là un des secteurs où la balance commerciale du Canada a le plus à souffrir.

Le plan Drury

La nouvelle réglementation de ce secteur est connue du nom de « plan Drury », lequel est

entré en vigueur le 1er novembre 1963, et se fixe un double objectif, à savoir 1) réduire d'environ 200 millions de dollars le déficit commercial du Canada avec les USA dans le domaine de l'automobile, et 2) favoriser le développement de l'industrie automobile au Canada de manière à créer quelques 60,000 nouveaux emplois.

Selon le nouveau plan, les manufacturiers canadiens peuvent importer des Etats-Unis à peu près n'importe quel véhicule (y compris les autocars et les camions), de même que n'importe quel accessoire automobile sans payer de douane, et ce, pour un montant équivalent à celui de leurs propres exportations de véhicules et d'accessoires vers les Etats-Unis, à condition que le volume de ces exportations soit supérieur à celui enregistré pour l'exercice commercial se terminant le 31 octobre 1962. Autrement dit, pour obtenir la réduction des droits de douane en question, les producteurs établis au Canada devront prouver qu'ils ont exporté plus de voitures et de pièces automobiles (aux USA) que durant la période de douze mois précédant le 31 octobre 1962.

Selon les propres termes de M. Drury, l'exportation pour la valeur de un dollar méritera à l'exportateur une exemption de douane (qui est actuellement de 25 pour cent) sur l'importation d'une valeur également de un dollar. Ainsi, si la compagnie Ford des Etats-Unis augmente ses achats d'accessoires fabriqués au Canada pour un montant de $50 millions, la Ford du Canada pourra importer de son côté, et sans payer de douane, pour une valeur de $50 millions en automobiles et accessoires.

On voit bien que le but premier du plan est d'accroître la production canadienne d'autos et d'accessoires d'environ 200 millions de dollars par année, ce qui réduirait d'autant le déficit commercial avec les Etats-Unis.

Le plan Drury est la continuation d'un programme inauguré par l'Administration Diefenbaker à la suite de l'enquête royale menée par le professeur Vincent Bladen, doyen de la faculté économique à l'université de Toronto, en marge de l'industrie de l'automobile au Canada. Le rapport Bladen avait été publié le 20 juin 1961.

A la suite de ce rapport, M. George Nowlan, qui était à ce moment là ministre des Finances, avait mis de l'avant un programme visant à réglementer l'importation des moteurs et des transmissions automatiques. Ce programme (qui expirait précisément à la veille de l'entrée en vigueur du plan Drury) autorisait l'entrée de ces accessoires au Canada, à condition que les compagnies d'automobiles américaines utilisent proportionnellement sur leurs chaînes de production des pièces détachées fabriquées dans leurs succursales canadiennes. Il s'agissait en quelque sorte d'une initiative que les Anglais appellent la politique de la « carotte et du bâton ».

On dispensait de la douane de 25 pour cent l'importation des transmissions automatiques et des moteurs, à condition que des accessoires fabriqués au Canada soient utilisés dans les autos montés par des manufacturiers des Etats-Unis.

Réactions des États-Unis

L'annonce, par le Canada, de son intention de prendre des mesures de relèvement, dans le domaine de l'industrie de l'automobile, a effrayé les Etats-Unis, qui ont tout de suite cru que le gouvernement canadien avait l'intention de réduire les importations de pièces détachées des Etats-Unis.

M. Luther H. Hodges, le secrétaire américain au Commerce, s'est fait le principal porte-parole des protestataires. Il a dit que le ministre Drury transgressait, par son plan, l'accord par lequel les Etats-Unis et le Canada se sont engagés à ne pas chercher à améliorer leur déficit des comptes au détriment l'un de l'autre. Selon M. Hodges, le Canada, par son plan, viole les accords de GATT par lesquels tous les pays membres s'engagent à réduire progressivement les barrières tarrifaires et à éliminer toutes mesures discriminatoires dans le domaine du commerce international.[10]

Le public américain doit être informé, a expliqué M. Hodges, du fait que le projet canadien déplacerait quelques-uns des ateliers liés de près à la fabrication des automobiles et causerait ainsi du chômage dans l'industrie américaine.

Alors qu'on lui demandait ce qu'il comptait faire à la suite de l'application éventuelle du projet canadien, le secrétaire au Commerce a répondu que « si le Canada viole l'accord général sur les tarifs et le commerce (GATT), nous (les USA) prendrons des mesures de représailles ». Et M. Hodges d'alerter l'industrie automobile américaine, demandant aux manufacturiers de s'opposer de toutes leurs forces au projet canadien.

Faisant écho à cette sortie du secrétaire américain au Commerce, un quotidien torontois a immédiatement réagi :

> *« On croit savoir que les trois grands de l'auto multiplient fébrilement les démarches à Washington en vue de faire échouer le plan canadien qui constitue une menace à leurs profits sur le marché canadien. »*[11]

Et le journal de citer un éditorial du *New York Times* qui, en termes fort polis, faisait comprendre aux Canadiens que ce n'était pas leur affaire que de se doter d'une industrie de l'automobile. Tout en sympathisant avec le Canada en ce qui concerne ses problèmes de commerce et de paiements, l'éditorial faisait paternellement la remarque suivante :

« A la longue, la force ouvrière du Canada se vaudra plus d'emplois, et son industrie se développera davantage si la concurrence est organisée de préférence dans des secteurs où le pays jouit d'avantages économiques. L'idée de protéger et de mettre sur pied une industrie de l'automobile aux dépens des Etats-Unis n'entre pas dans cette catégorie. »[12]

Dans une dépêche visiblement inspirée d'en haut, le quotidien new-yorkais accusait, par ailleurs, le gouvernement canadien de pratiquer un nationalisme économique égoïste. La dépêche décrivait le Canada comme un pays qui cherche à effacer complètement son déficit commercial de un milliard de dollars au détriment des seuls Etats-Unis, tout en continuant à enregistrer des surplus substantiels dans son commerce avec les autres pays du monde.

Le secrétaire adjoint au Commerce, M. Richard Holton, a eu des observations analogues à celles qu'avait eues son supérieur, M. Hodges. Il a dit que le programme visant à accroître la production automobile au Canada « diminuera nos sympathies parce que, dans un sens, nous recevons un coup de pied dans les jambes ».[13]

Les réactions américaines n'ont pas toutes été aussi négatives. Le frère et collaborateur du chef syndical, Reuther, M. Victor Reuther qui est directeur général du service des syndicats de l'industrie à la FAT-COI, a clairement laissé entendre que, selon lui, si le Canada est et doit rester client des Etats-Unis, il lui faut également exporter, ne serait-ce que pour se procurer les devises indispensables au commerce international, et il a tenu à ajouter que les progrès de l'industrie et de l'économie canadiennes, en définitive, ne pouvaient que profiter aux Etats-Unis également.[14]

Le Canada retorque

Il va sans dire que tous ces propos tenus par les responsables américains n'ont pas manqué de provoquer des réactions assez vives de la part des personnalités fédérales concernées.

Le ministre des Finances, M. Walter Gordon a dit que le Canada essayait de se protéger luimême contre les menaces qui pèsent sur ses finances, mais il a nié que notre pays s'acheminait vers un nationalisme économique.

« Nous avons l'économie la plus libre du monde », a-t-il dit. « Il n'y a pas de contrôles ou de restrictions, et nous avons toujours été favorables à une solution multilatérale à nos problèmes de paiements. Nous ne cherchons pas à éliminer notre déficit avec les Etats-Unis seulement, et à leurs seuls dépens. »[15]

Plus violent et plus incisif, le ministre du Commerce, M. Mitchell Sharp s'est écrié devant le reporter de *La Presse* (Michel van Schendel) :

« Nous ne sommes pas Porto-Rico — ce commonwealth américain des Antilles qui est uni à Washington par un accord de libre-échange supprimant toute barrière douanière à l'échange des marchandises et au mouvement de capitaux. Cet accord constitue la pierre angulaire de la domination américaine sur l'île.

« C'est exactement cela », explique M. Sharp, « cette association qu'on nous offre est de même espèce. Je la refuse. Car, si d'aventure nous l'acceptions, nous serions rapidement submergés par la machine commerciale et économique américaine. »

Au cours de son entrevue, M. Sharp a, par ailleurs, révélé ceci :

« Ne vous en faites pas, la grande industrie automobile des Etats-Unis est convaincue de l'utilité de notre plan. Celui-ci, qui est conforme à nos intérêts, épouse également les leurs. Les sociétés-mères de Détroit réagiront favorablement (they will respond). C'est au niveau de l'Administration américaine qu'on s'est inquiété de notre initiative, qu'on a craint des répercussions néfastes sur l'emploi de main-d'oeuvre aux Etats-Unis. Ce n'est certainement pas au niveau des grands producteurs d'automobiles »[16]

Dans une conférence de presse qu'il donnait plus tard, M. Sharp a tenu à répéter que le Canada « n'a jamais fait de discrimination, et n'en fera jamais contre les Etats-Unis ». Notre pays, a-t-il ajouté, offre aux Etats-Unis « un plus grand marché pour ses produits que toute l'Amérique du Sud ou l'ensemble de la Communauté économique européenne ».[17]

Enfin, le ministre de l'Industrie, M. Drury, a déclaré pour sa part que le nouveau projet destiné à stimuler la production et l'exportation des automobiles « ne va pas du tout à l'encontre des obligations qu'imposent au Canada ses accords commerciaux ».

« Les nouvelles mesures, a-t-il ajouté, ne contiennent aucune restriction et elles n'imposent pas de nouveaux tarifs douaniers. Bien au contraire, elles offrent un moyen pratique de réduire ou d'éliminer les tarifs en vigueur à l'heure actuelle.

« Ces objectifs, a encore précisé M. Drury, sont certainement en harmonie avec les voeux exprimés par un certain nombre de grandes nations commerciales, y compris les Etats-Unis, qui désirent que soient réduits les tarifs douaniers et autres restrictions au commerce. »[18]

Ce que nous réserve l'avenir

L'accent de ces répliques, et surtout, la colère à peine voilée des Etats-Unis, dans les circonstances, attestent assez de l'importance de l'initiative que le gouvernement canadien vient de prendre dans le domaine de l'industrie de l'automobile. Ironie du sort, pendant que le Canada marque à sa façon un point, voici que Studebaker, l'une des plus anciennes industries américaines de l'automobile — une industrie quasiment historique — ferme la plupart de ses ateliers à South Bend en Indiana, et décide de ne plus

fabriquer aux Etats-Unis que les moteurs des voitures qui seront dorénavant entièrement assemblées à Hamilton, en Ontario. De plus, il est fortement question que deux industries françaises de l'automobile, Renault et Peugeot, organisent des succursales au Canada (dont l'une — Peugeot — en territoire québécois).

Faut-il comprendre que Studebaker, Renault et Peugeot (voire Wolkswagen) commencent à se persuader que l'industrie de l'automobile est viable au Canada ? Si oui, on comprend l'inquiétude américaine, même si l'on est en droit de se demander si les démarches (encore officieuses) de l'industrie française ne s'expliquent pas, jusqu'à un certain point, du fait du précédent créé par le gouvernement canadien en accordant des dégrèvements à la Volvo en Nouvelle-Ecosse.

On sait que les accords signés avec Volvo (compagnie d'automobile suédoise) au début de 1963 prévoient une annulation des droits sur l'importation des carosseries jusqu'au 30 juin 1968, ou jusqu'à ce que l'usine de montage produise 10,000 voitures (minimum de rentabilité requise). Quant à l'importation des moteurs, le dégrèvement, de 80 pour cent au début, va décroissant jusqu'en 1968.

Voilà certes un accord qui laisse entrevoir des perspectives intéressantes pour les manufacturiers européens d'automobiles qui songeraient éventuellement à venir s'établir au Canada.

* * *

Décidément, toutes ces données ont de quoi nous faire réfléchir.

En effet, il semble de plus en plus évident que le gouvernement canadien, dans le domaine de l'industrie automobile tout au moins, a pris des initiatives qui, d'une part, ont eu l'heure d'intéresser les manufacturiers européens (accord « Volvo »), et d'autre part, n'ont pas effarouché tellement les grands manufacturiers américains (plan Drury), à preuve, le parti qu'a pris la compagnie Studebarker de venir s'établir au Canada.

De plus, tout semble indiquer que la fameuse bataille de l'automobile va prouver que la création d'une industrie autonome de véhicules moteurs au Canada ne serait pas aussi impossible qu'on avait d'abord voulu nous faire croire. On commence à se rendre compte que le Canada, du fait de ses richesses naturelles, offre une ambiance industrielle intéressante. Au demeurant, il est devenu un consommateur important dans le domaine de l'automobile, et il pourrait devenir un exportateur non moins important si le vent de l'indépendance économique allait continuer à stimuler son imagination. Enfin, le Canada commence à se rendre compte qu'en exportant comme il le fait ses matières premières, c'est le travail et la vie même de ses ressortissants qu'il supprime.

Dès lors, on se demande pourquoi le gouvernement canadien se montre si ingénieux quand il s'agit de prendre des mesures qui font l'affaire des étrangers, et si dépourvu d'imagination quand il s'agit de pousser plus outre l'ingéniosité, et de prendre des dispositions planificatrices qui, cette fois, profiteraient vraiment aux Canadiens ?

Tout le monde le sait; tout le monde le reconnaît : le Canada est en train de se vendre lui-même aux Etats-Unis. Les auteurs de l'étude citée au début de cet article s'alarment de voir qu'une situation aussi ruineuse et dérisoire puisse se perpétuer indéfiniment. Ils lancent le cri d'alerte :

> *« C'est la vente du Canada aux USA qu'il importe d'arrêter. L'indépendance canadienne ne pourra être assumée, et l'économie du Canada ne pourra grandir, que si la propriété et le contrôle des secteurs-clé de l'économie du pays passent entre les mains des Canadiens . . . »*

Or, il arrive, poursuivent les auteurs de cette étude remarquable que

> *« Le développement du Canada, et la préservation de l'indépendance, ne sont possibles que si la propriété des principales entreprises contrôlées par les USA et opérant au Canada (il y en a environ 25) passe à des agences canadiennes à direction nationale. »*

Et les auteurs de conclure :

> *« . . . la nationalisation est le seul moyen visible d'enrayer la domination de l'économie canadienne par les Etats-Unis. »*

Mais quand aurons-nous des hommes politiques assez indépendants des intérêts des grands trusts américains pour penser de même? Quand compterons-nous une majorité de démocrates capables de concevoir l'indépendance du pays à ce niveau-là ?

J. P.

---

1) L.C. & F.W. Park, **Anatomy of Big Business**, Progress Press, Toronto, 1962, pp. 37-38.
2) Cf. Peter Trueman, **Canadian candor in Washington, in Montreal Star**, 7 août 1963.
3) Cf. Arthur Blakely, **Solo Fight, in The Gazette**, 27 sept. 1962.
4) **The Gazette**, 22 juill. 1963.
5) **The Toronto Daily Star**, 24 sept. 1963.
6) **The Gazette**, 25 sept. 1963.
7) W.A. Wilson, **Gordon, prophet without honor, in The Montreal Star**, 20 juill. 1963.
8) **Presse canadienne**, 23 oct. 1963.
9) **Le Devoir**, 19 nov. 1963.
10) **The New York Times**, 25 oct. 1963.
11) **The Toronto Globe & Mail**, 3 oct. 1963.
12) **The New York Times**, éditorial, 27 sept. 1963.
13) **Le Devoir**, 26 oct. 1963. (Voir aussi **Globe & Mail**, 6 nov. 1963).
14) **Associated Press**, 29 oct. 1963.
15) **Presse canadienne**, 1er oct. 1963.
16) **La Presse de Montréal**, 31 oct. 1963.
17) **Presse canadienne**, 19 nov. 1963.
18) **Presse canadienne**, 31 oct. 1963.
19) **Anatomy of Big Business**, op. cit. — p. 223 et seq.

★

FLÈCHES DE TOUT BOIS

LE NOUVEAU NOUVEAU BILL 60

UNE FUMISTERIE DES DIEUX

par *André GRAVEL*

DU nouveau nouveau bill 60, il n'y a plus grand chose à dire — pour le moment — sinon qu'il nous ressert le fameux Département de l'Instruction publique[1] bien camouflé sous la complication de formules juridiques apparemment renouvelées.

Gérin-Lajoie nous avait donné quelque espoir d'un système d'éducation moderne. Mais tout au plus a-t-il pu nous faire gagner quelques années sur les siècles de retard que nous comptions, en convainquant nos seigneurs les Evêques du bien-fondé d'un ministère de l'Education.

Exception faite de l'unanimité créée autour du « principe », Gérin n'a rien pu faire d'autre que permettre la prolongation (pour combien de temps ?) d'une mystification. En effet, la « réforme libérale » du système éducatif québécois, de concession en concession, nous ramène concrètement au DIP traditionnel dont on connaît le sous-développement administratif et mental. Valait-il vraiment la peine de faire le tour de la province pour en arriver là ?

Pourtant, le gouvernement n'avait pas choisi un « méchant athée » ou même un « laïque » pour diriger l'enquête qui recommanda l'urgence de créer un ministère responsable de l'Education. Il était allé chercher les lumières d'un Monseigneur.

La commission Parent s'était fait un devoir d'écouter attentivement les recommandations et les exigences de chaque groupe, avant de présenter un rapport modéré, puisqu'il ne préconisait que des mesures «acceptables ». Mais c'en était déjà trop pour les fossiles. On ne tarda pas à s'acharner sur le projet laïcisant qui avait le défaut terrible de mettre en danger la clique clérico-bourgeoise que nous connaissons. Avec le résultat qu'aujourd'hui on se retrouve les mains vides . . . pis encore, avec un DIP repeint en rouge.

(1) Que vient faire, en fait, le mot « public » dans un organisme aussi éloigné que celui-là de la démocratie ?

« Le rapport Parent, fruit déjà d'un compromis, nous paraît trahi dans l'une de ses parties essentielles »[2], devait constater André Laurendeau dès la déposition du projet de loi à l'assemblée législative.

Les évêques ont, en effet, écrasé le projet en élargissant le pouvoir des comités confessionnels d'une façon inconsidérée. Comme le résume Laurendeau : « C'est à eux notamment, qu'il reviendra de reconnaître comme telles les institutions catholiques ou protestantes, de renflouer au besoin cette reconnaissance nécessaire des règlements concernant l'éducation chrétienne, et pas seulement sur l'enseignement religieux et moral; « d'approuver, au point de vue religieux et moral, les programmes, les manuels et le matériel didactique », c'est-à-dire qu'ils exerceront, d'un point de vue qu'on peut regarder comme particulier, mais qui est très large en soi, une censure sur tous les programmes et tous les manuels. Sans compter, dans les écoles confessionnelles, le « service religieux » et, d'un point de vue religieux et moral, un droit de faire des règlements sur la qualification du personnel enseignant.

« Tout cela pris globalement est exorbitant. »

Gérin-Lajoie, en bon enfant de choeur, a donc reculé en niant ses promesses.[3]

Alors, je me demande, au nom de quelle démocratie, on ose nous demander de nous réjouir ? « Il faut, oui, tuer le veau gras ».[4]

Mais le peuple, payeur de taxes scolaires, ne se laissera pas endormir par des balivernes. Il comprend très bien, du moins en ce qui concerne le domaine administratif, que l'on assiste, malgré les discours pompeux de Lesage et Co., à un retour à l'arbitraire du précédent système et que des millions ne serviront qu'à financer l'anarchie.

(2) Editorial, Le Devoir, 18 janvier 1964.
(3) Cf. Pourquoi le bill 60 — page 91.
(4) Gérard Pelletier, Editorial, La Presse, 18 janvier 1964.

L'épiscopat, de son côté, après avoir asséné des coups mortels au bill 60, pousse l'insolence jusqu'à inviter les Don Juan de la réaction (Claude Ryan et l'Union nationale) à s'acharner sur le cadavre. Dans leur lettre du 12 décembre 1963, ils déclarent : « Il est parfaitement normal que d'autres (?) groupements complètent leurs observations par celles que la prudence pourra leur suggérer. » Nous voilà avec le compromis d'un compromis d'un compromis qui n'aboutit à rien du tout.

Espérons que Maurice Blain n'a pas trop raison, quand il écrit : « Il y a des révolutions avortées dont la démocratie pour longtemps ne se relève plus ».[5]

Nos archi-prêtres n'ont même pas compris des vérités aussi élémentaires que celles-ci : la terre continue de tourner; les besoins de l'homme du XXe siècle (he oui ! déjà) ne sont plus ceux de l'homme des cavernes; il se crée des changements profonds qui pèsent de plus en plus sur les structures du passé jusqu'à les faire éclater pour les remplacer par des nouvelles, plus adaptées; une tendance générale et fortement accentuée bouleverse le monde.

« Il y a des courants historiques qui sont quasi irrésistibles, et nous sommes ici à la convergence de deux courants; l'un séculier : l'évolution de l'Etat moderne dans le sens de la neutralité religieuse; l'autre spirituel : l'évolution de l'Eglise catholique de notre temps vers une spiritualisation qui la libérera de cette volonté de puissance qui pèse depuis des siècles sur son histoire »[6].

Notre Etat du Québec cessera de survivre le jour où il assumera ces courants qu'il ne peut ignorer sans demeurer esclave des mythologies. « Un mouvement historique même irrésistible peut être vécu de plusieurs façons; il nous incombe de choisir comment nous allons le vivre . . . ou le subir. »[7]

Parce que nous avons choisi de vivre, il est plus qu'urgent de nous donner un système d'éducation qui s'accommode de la vie et de son évolution. Nous devons dépasser le « je me souviens », nous devons dépasser la « révolution tranquille » qui sent trop encore l'immobilisme.

Je suis surpris de lire sous la plume d'un homme réputé progressif cette petite réflexion spontanée au bas d'un éditorial (qui, au fait, ne traitait pas spécialement de l'Education, mais qui tout de même manifeste une certaine « politique ») : « Non, ce n'est pas une révolution. Mais nous ne sommes pas si exigeants. »[8]

(5) Cité libre, novembre 1963.
(6) Charles Taylor, L'Etat et la laïcité, Cité libre, février 1963.
(7) Idem.
(8) Gérard Pelletier, Editorial, La Presse, 22 janvier 1964.

Pour moi, la révolution est devenue indispensable. Et nous sommes exigeants, parce que des hommes libres sont en droit de l'être.

Si on prend la peine de réfléchir deux secondes, on en vient vite à la conclusion qu'une révolution ne se fera au Québec que le jour où non seulement les universités seront étatisées et où 1,600 autorités seront centralisées entre les mains d'un homme responsable, mais où tout l'enseignement sera déconfessionnalisé et les consciences libérées d'un asservissement qui jusqu'à date a assassiné trop d'esprits et d'espoirs d'hommes. L'enseigneent public n'est pas un choix aprioriste. Il est exigé par la société elle-même[9] et par la limite humaine de l'enseignant[10].

En somme, le nouveau bill 60 ne nous apprend qu'une chose : aucune victoire n'a encore été remportée et la vraie lutte n'est même pas commencée . . . mais elle se fera !

(9) Maurice Blain, Cité libre, novembre 1963.
(10) André Lussier, L'école confessionnelle et l'enfant, Cité libre, déc. 1961.

★

FEU LA MORALITÉ PUBLIQUE

par *Jean-Claude PAQUET*

LE rapport Bouchard a fait presque autant de malheureux qu'il y a de membres au département de l'Instruction publique. La Commission Salvas itou, à ses heures, a fait beaucoup de malheureux.

Mais ce ne sont pas les deux seules occasions où la morale publique, dans la province de Québec, aura subi l'assaut de conflits d'intérêt et de la corruption politique. Depuis quelques années, les scandales nous pètent au nez à un rythme presque réjouissant. Personne, bien sûr, n'aime enfiler les « culottes à Vautrin », mais il est agréable de constater qu'on ait enfin appris à se scandaliser. A l'époque où nous étions tous des purs et des qui-vont-à-la-messe-le-dimanche, nous savions rire des histoires de pots-de-vin et des autres « malpropretés de la politique ». Ces choses, d'ailleurs, ne nous étaient pas racontées dans les rapports de commissaires enquêteurs, mais sur les hustings, en période électorale. Nous en riions comme de bonnes gauloiseries, parce que nous sommes les fils de nos pères et que les évêques « mangeaient » dans la main d'on sait qui . . .

Qui d'entre nous n'a pas un oncle, un ami, un cousin de la fesse gauche qui a fait fortune dans la politicaillerie ? Et pourtant, combien d'entre nous avons crié notre indignation ? Les culottes à Vautrin ont peut-être perdu le gouvernement Taschereau, mais le fait que nos pères aient réélu Duplessis pendant 16 ans démontre qu'ils avaient la mémoire courte, qu'ils n'avaient pas le scandale facile. Et c'est bien plus la mort du **cheuf** que le scandale du gaz naturel qui a perdu l'Union nationale.

Mais aujourd'hui, même si les gens au pouvoir avaient la morale en culotte courte, ils seraient forcés à la prudence, parce qu'il est une génération qui commence à s'indigner, quand des ministres négligent leur travail pour aller « bambocher » à Pigalle.

Nous avons à peine commencé notre apprentissage de la démocratie que nous sentons déjà le besoin d'une morale sociale plus serrée. C'est un excellent début. On peut d'ores et déjà envisager le jour où cette prise de conscience pourra non seulement renverser les partis au pouvoir, mais aussi le régime. Tout cela, bien sûr, n'est pas pour demain, mais les jeunes sont moins convaincus que nous l'étions nous-mêmes que le fait de voler le gouvernement est à peine un péché véniel.

De toutes les personnes impliquées dans le rapport Bouchard, ce n'est même pas leur bonne foi ou leur honnêteté qu'on met en doute, mais le sens de leur morale sociale. Dans leur mise au point, les frères éducateurs « reconnaissent les faiblesses du système, entre autres le risque de favoriser des conflits d'intérêts chez certaines personnes ou certaines institutions, et nul ne suggérera le statu quo quand une formule préférable pourra être mise en vigueur ».

Les frères ajoutent :

« Le système dénoncé a ses faiblesses, avons-nous dit; il s'explique pourtant et bien malin serait celui qui voudrait infléchir l'évolution historique qu'il a suivie ».

A notre connaissance, personne n'a jamais demandé aux frères enseignants d'être bien malins. Mais nous avons le droit de trouver étrange que leurs désirs de réforme ne soient exprimés qu'après la parution du rapport Bouchard.

Quant à l'abbé Alexandre LaRue et à M. Jean-Marie Laurence, ils affirment qu'ils ont plusieurs fois offert leur démission du comité. On ne peut donc pas mettre leur bonne foi en doute, pas plus que celle du Comité catholique qui a refusé ces démissions, étant donné que ce fameux Comité est composé d'évêques qui ne sauraient rien faire de mal, même s'il mangent dans le creux d'une main.

★

LE PARTI LIBÉRAL FÉDÉRAL AU QUÉBEC

OPPORTUNISTE ET PARASITAIRE

par *P. CLICHE*

RAREMENT a-t-on vu organisation politique plus opportuniste et parasitaire que le parti libéral fédéral au Québec. Soutenu pendant des décennies par les machines de ses alliés provinciaux (Taschereau, Gouin, etc.) il n'a pas hésité durant l'ère duplessiste à faire front commun avec l'Union nationale dans plusieurs comtés puisque l'organisation des libéraux provinciaux annihilée par la défaite de 1948, ne pouvait lui être d'aucun secours.

Mais avec la victoire du 22 juin 1960 l'intérêt est soudain revenu et les « provinciaux », comme des automates, ont « marché ». Au risque de perdre plusieurs adhérents — créditistes ou néo-démocrates au fédéral — la FLQ a néanmoins mis tout en oeuvre pour assurer la victoire du 8 avril dernier.

Maintenant, les « fédéraux » voudraient ni plus ni moins contrôler la FLQ. Certains gestes récents permettent de soupçonner quelle bataille se livre à l'intérieur des murs du club de Réforme. Ce fut d'abord la résolution adoptée par l'association du comté provincial de Jeanne-Mance dont le territoie coïncide avec le comté fédéral de Papineau représenté par Guy Favreau. Visiblement contrôlée par les « fédéraux » cette association s'en est prise à l'organisme auquel elle est affiliée, la FLQ, et au ministre René Lévesque.

Quelques jours plus tard, le nouveau ministre sans portefeuille Yvon Dupuis, conscient du prestige de sa haute fonction (!) attaquait à son tour ceux que Maurice Lamontagne avait naguère anathématisés comme « crypto-séparatistes ». Mais pour faire plus caouettiste, il créait l'expression « ottawamaniaques ». René Lévesque en est un, devait-il préciser.

Même si le personnage est de second ordre c'était tout de même la première fois qu'un ministre fédéral attaquait ainsi publiquement un de ses alliés provinciaux.

Comment la FLQ a-t-elle réagi devant ces attaques ? Le président François Aquin n'avait

pas esquissé un geste de défense qu'il risquait de se faire mettre en minorité au sein de son propre exécutif. Il ne dut son salut qu'à un certain appui du premier ministre Lesage.

L'ennemi est donc dans la place et il ne peut que renforcer ses positions avec le temps. Si les « provinciaux » ne veulent pas être réduits d'ici quelques mois à une vassalité aussi humiliante que sous Godbout, vassalité qui fut d'ailleurs aussi funeste à leur parti qu'à la province, ils n'ont pas le choix : il leur faut mettre fin à la double allégeance et dissocier leur fédération de l'organisation fédérale, et le plus tôt sera le mieux.

N'est-ce pas les « fédéraux » qui, par ailleurs, ont donné les premiers l'exemple de la séparation en violant l'entente formelle qui existait entre les deux organisations et en ignorant l'autorité de la FLQ pour présider au choix des candidats dans Laurier et St-Denis ?

Moins démocratique que l'Union nationale

Autre indice peu rassurant; pas la moindre tentative de démocratisation et de structuration du parti n'a pu éclore au sein du parti au cours de son stage dans l'opposition de 1957 à 1963. D'ailleurs six ans n'est pas une période assez longue pour permettre à un parti de type traditionnel, encroûté par plus de 20 ans d'exercice du pouvoir, de mener à bien une cure de désintoxication. Mais si on avait pu déceler certaines tentatives au moins . . .

Résultat : le parti libéral fédéral est moins évolué sous cet aspect que le parti conservateur qui tient tout de même un simulacre de congrès à chaque année, ou l'Union nationale qui jouit d'une certaine décentralisation depuis la création d'associations de comtés.

Ainsi, les députés libéraux de la région de Montréal à la Chambre de Communes sont presque tous les créatures de l'ex-ministre Chevrier et du sénateur Lefrançois. Impossible d'ailleurs de recevoir l'investiture comme candidat au cours des dernières élections si on n'avait pas la bénédiction de ces deux démocrates d'officines. Maurice Sauvé l'a appris à ses dépens et a dû s'exiler aux Iles-de-la-Madeleine. Et plus près, il n'est qu'à songer au choix des candidats dans St-Denis et Laurier.

D'autre part, l'absence d'une aile progressiste agissante augure bien mal pour l'avenir. Le remplacement de Chevrier par Favreau constitue un motif d'espoir pour certains, mais ce dernier n'a fait la preuve jusqu'ici que d'une certaine habileté administrative; rien qui laisse présager des qualités indispensables du leader qui saura s'imposer au parti et gagner la confiance du Québec. Sauvé pour sa part semble incapable de réussir sur le plan des relations humaines et le reste de la députation l'évite. Qant à Lamontagne il se voudrait fin diplomate mais ses compromissions l'ont classé d'emblée parmi les politiciens sans échine. Sir Maurice ne passe d'ailleurs pas la rampe et son dernier coup d'éclat remonte à 1954, date de la publication de son volume « Le fédéralisme canadien » où il exposait une thèse qu'il a d'ailleurs renié en partie avec son néo-fédéralisme.

Quoiqu'il en soit, le moment de la minute de vérité approche chez les libéraux et ce sera à son congrès régulier de septembre prochain double allégeance.

Le résultat de 26 à 24 battant la motion de séparation lors du récent congrès des étudiants libéraux est très significatif si l'on considère que les étudiants universitaires anglophones y comptait une représentation presque égale à celle des francophones. Ces derniers ont du voter presque unanimement en faveur de la séparation pour que le résultat soit aussi contesté.

Cela augure bien pour les adversaires de la double allégeance au sein de la FLQ. La prochaine fois, la présence massive des « fédéraux » aux assises et l'emploi de stratagèmes usés jusqu'à la corde (informez-vous auprès de la délégation de Sherbrooke, par exemple) ne devraient pas influencer tellement le verdict.

★

ULTIMATUM,

DÉMAGOGIE OU

PRISE DE CONSCIENCE ?

« Je me demande si ce n'est pas au cours des prochains mois que se décidera l'avenir du Québec et de la Confédération canadienne . . . »

Jean Lesage

aux diplômés de Polytechnique
14 février 1964.

CONNAISSEZ-VOUS LE PSYCHODRAME?

par Yerri KEMPF

PARMI les techniques nouvelles que la psychiâtrie utilise pour venir en aide aux malades mentaux, il y a le psychodrame. Il s'agit de transformer les malades en auteur (dramatique) et interprète de leurs propres conflits intérieurs en spéculant sur le pouvoir de catharsis de la représentation non pas chez le public cette fois, mais chez les interprètes eux-mêmes. Il fallait s'y attendre : un véritable auteur dramatique finirait par utiliser le psychodrame comme un « truc » pour composer sa pièce. C'est exactement ce qu'a entrepris M. Karl Wittlinger, auteur de « Connaissez-vous la voie lactée ? » que les Saltinbanques ont choisi de montrer. Il est certain que notre homme connaît admirablement les milieux hospitaliers et que le jargon psychiâtrique n'a pas de secret pour lui. Sa charge entre autre contre le médecin-chef de son assistant est d'une précision photographique : trop souvent ces spécialistes finissent effectivement par ressembler aux ineffables psychopathes que nous écoutons délirer à la fin de la pièce. Cet aspect photographique se retrouve d'ailleurs tout au long de « Connaissez-vous la voie lactée ? » Il s'agit presque d'un reportage sur les difficultés de réadaptation d'un soldat à la fin des hostilités.

Tout en nous appitoyant sur le coeur meurtri de son héros, l'auteur se livre à une critique sociale assez féroce, mais son propos ne dépasse jamais l'ordre quotidien. En somme, il peut sembler présomptueux d'accueillir Wittlinger dans la cohorte des auteurs d'avant-garde : il lui manque la dimension métaphysique. Par ailleurs, par sa conception, la pièce reste linéaire et au lieu d'une véritable structure dramatique, il s'agit plutôt de déroulement picaresque, manié, il est vrai, avec une extrême habileté. Néanmoins s'il me fallait placer une étiquette sur ce texte, je choisirais celle de mélo sarcastique.

On sent également une préoccupation constante et par là gênante chez Wittlinger : celle de garder son public bien en main, et ceci au détriment de l'authenticité profonde de ses personnages. Par exemple ce coeur meurtri étale ses plaies pour faire payer le badaud : il faut que la douleur rapporte. On pense à ses faux aveugles qui vous tendent leur chapeau tout en tournant la manivelle de leur orgue de barbarie ! Et puis, la solution astucieuse et . . . économique de n'utiliser que deux comédiens pour interpréter d'aussi nombreux personnages est sans doute le fruit de la spéculation suivante : ainsi les chances d'être monté se trouvent augmentées ! Toutes ces considérations situent les ambitions de notre auteur à un niveau qui fait beaucoup plus penser aux routiers du théâtre commercial qu'à Beckett par exemple . . .

On peut alors se demander si l'idée d'être joué par des amateurs séduirait tellement Wittlinger. D'autant plus que l'interprétation des rôles exige beaucoup de métier, d'abattage, d'autorité. En se lançant à corps perdu dans cette entreprise, Claude Guichard et Claude Gai montrent à la fois de réelles qualités, mais aussi les limites de leur métier. Toutes ces réserves n'empêchent pas le spectacle de passer la rampe et d'atteindre le public. Il y a surtout la réussite de Gilles Lalonde qui a créé pour la pièce un décor à la fois fonctionnel et envoûtant qui vaudrait à lui seul le déplacement. Et c'est fait avec des bouts de ficelle . . . Avec rien, quoi. Une fois de plus je ne peux m'empêcher à penser à certains décors qui coûtent une fortune et qui servent de corbillard aux pièces . . .

Le T.N.M. sauvé par les femmes !

Dans un article consacré au T.N.M., j'avais à l'époque jeté un cri d'alarme et parlé de second souffle. Il semble que mes appréhensions que d'aucuns estimaient alors tendancieuses, étaient bel et bien fondées puisqu'un remaniement vient de s'opérer au sein de l'illustre compagnie . . . Une nouvelle orientation apparaît à travers les titres annoncés. Il y a une ligne qui va de Robert

Thomas à Bréal en passant par François Mauriac qui devrait obtenir la bénédiction du public. Du reste c'est ce que laisse augurer le premier spectacle : « Huit femmes » de Robert Thomas précisément.

On avait déjà eu l'occasion d'apprécier l'extrême habileté de cet auteur dans « Piège pour un homme seul ». On retrouve dans sa seconde pièce les mêmes qualités et aussi les mêmes limites. C'est truqué comme un combat de lutteurs, mais on demeure « accroché » jusqu'au bout. Et de nouveau, le coup de théâtre final éclate comme un vrai coup de foudre à la fin d'un orage de chaleur. A noter que bien qu'il surprenne, ce coup de revolver est d'une logique parfaite. C'est même le geste le plus justifiable de ce suspense. Les ingrédients essentiels qu'utilise ce Vatel de la scène se sont les faiblesses humaines, et plus particulièrement celles de la chair à dose concentrée. Et comme il n'y a que des femmes en scène, on devine le goût du plat épicé qui allèche le public sur la scène de l'Orphéum . . . C'est Guy Hoffman qui tourne la cuillère : il a réussi là une de ses meilleures mises en scène. Parmi la distribution, Janine Sutto mérite une mention spéciale. Elle ajoute à son personnage une dimension comique de grande classe.

Psychologie de la vie quotidienne au Stella

« Tout désir que la main n'atteint pas est un bonheur » soutenait Oscar Wilde. C'est à partir de cette hypothèse qu'André Roussin a construit sa comédie « Un amour qui ne finit pas ». On connaît son grand talent de faiseur. Une fois de plus, il nous en administre la preuve et ses répliques sèment la joie au Stella. La joie et aussi un certain enseignement moralisateur. Par moment, on croirait entendre les bons conseils du professeur Théo Chentrier ! C'est évidemment la partie faible de la pièce. Stève Passeur avait traité le même thème dans ses « Tricheurs », il y a une trentaine d'années, mais son marivaudage avait un arrière-goût d'âpre cynisme qui fait totalement défaut aux échanges sentimentaux des personnages Roussin. Ceci dit, le spectacle du Rideau Vert est à tout point remarquable. Jolis décors, costumes élégants où l'on sent la patte de François Barbeau, distribution sans faiblesse qui met particulièrement en valeur l'abattage de Denise Pelletier. La mise en scène est efficace parce que fidèle au texte. Une chose est certaine : le Stella fera encore salle comble durant un mois !

★

"LE GUÉPARD"

par Michel PATENAUDE

« Il est nécessaire que tout change, si nous voulons que tout demeure inchangé. »

« Ce ne devrait pas pouvoir durer, mais ça dure toujours. Le toujours « humain », évidemment. Un siècle ou deux. Après les choses seront peut-être différentes, mais alors pires. »

« Nous étions les guépards, les lions. Ceux qui nous remplaceront seront les chacals, les hyènes, et tous tant que nous sommes : guépards, lions, chacals ou brebis, nous continuerons à nous prendre pour le sel de la terre. »

Issu d'une vieille famille de l'aristocratie lombarde, mis très tôt en contact avec le milieu du spectacle, par ailleurs sympathisant communiste et grand admirateur des romans naturalistes de Giovanni Verga, Luchino Visconti a une personnalité qui se présente sous des facettes contradictoires. Son oeuvre cinématographique fait alterner les fresques réalistes comme *La terra trema* et *Rocco et ses Frères* et les grands spectacles historiques comme *Senso* et *Le Guépard*[1]; au théâtre il monte aussi bien Euripide qu'Arthur Miller. Ses méthodes de travail semblent aussi changer suivant les circonstances : dans *La terra trema*, il a laissé ses pêcheurs siciliens composer le scénario du film et en improviser les dialogues; pour *Le Guépard* au contraire il est devenu d'une méticulosité presque fastidieuse, voulant reproduire décors et costumes d'époque dans leurs moindres détails.

Ce ne sont là que quelques-uns des paradoxes qui entourent la figure de ce grand seigneur du cinéma italien. Mais comment expliquer Luchino Visconti ? Un homme de vieille culture tenté par le progressisme ? Son oeuvre ne sert-elle que de prétexte, de « trouble-ennui » ? Et *Le Guépard* est-il un prodigieux autoportrait transposé dans le temps et dans l'espace ? On pourrait facilement disposer du cas si le terme même ne semblait pas « petit » et mesquin face à une oeuvre aussi grandiose, découlant d'une vision unique et personnelle : il y a un style Visconti qui s'impose à tous les sujets et les magnifie. *La terra trema* est bien plus qu'un grand film néo-réaliste, bien plus aussi qu'un ancêtre du cinéma-vérité, c'est une symphonie de la terre et du peuple de Sicile, une composition aussi savamment orchestrée que l'*Alexandre Nevsky* d'Eisenstein : les deux auteurs d'ailleurs recherchent une même dialectique propre au cinéma, un moyen d'expression à la mesure d'une col-

---

(1) La version française du *Guépard*, plus complète et mieux doublée que la version américaine, sera présentée bientôt à Montréal.

lectivité, et tous deux, pour appréhender la réalité, s'inspirent d'une longue tradition iconographique.

Visconti défie constamment les genres établis; par son abondance et par la construction qu'il imprime à ses films, il fait éclater les catégories. *Senso,* roman d'amour avec arrière-fond historique, devient par la passion et le lyrisme, l'Histoire vécue par des personnages. Ainsi *Le Guépard* était-il un roman discret, presque mélancolique, dans lequel un homme — le prince Salina — assistait à la décadence de sa classe sociale; tout se passait dans la conscience d'une personnage, sur un ton feutré. Le film de Visconti au contraire est le *spectacle* de cette décadence. A la réflexion il substitue la violence des sentiments. Le style un peu « passé » du roman s'est transformé en des images agressives. Il suffit de voir cette horrible scène des femmes (les « guenons », dit le prince Salina) assises sur un grand pouf central dans une des galeries du palais Panteleone : il n'y a plus seulement le regret de contempler une classe incapable d'engendrer la beauté et la force, il y a là une véritable haine et un dégoût pour une race humaine laide et inutile.

D'ailleurs *Le Guépard* offre une vue saisissante du type de relations que Visconti entretient avec les classes sociales. Dans ces grands mouvements à travers des décors somptueux, dans cette façon de diriger les comédiens et dans les détails de la vie quotidienne de la noblesse, on sent très bien les liens affectifs qui unissent l'auteur à l'aristocratie. Mais en même temps la laideur et le sentiment que ce monde est dépassé et injuste introduisent un mouvement de retrait. Tout le film est fondé sur une démarche qui mène de l'identification à la distanciation : Visconti ne se réfugie pas dans le passé, au contraire il lui fait son compte. Il ne s'intéresse pas tellement à la vulgarité de la bourgeoisie montante (il la trouve plutôt drôle) comme à sa cupidité, car il y trouve la certitude qu'un cycle infernal recommence qui fera toujours de la Sicile un pays d'agriculteurs sans travail et de terres en friche. Ici et là, des notes cursives — sur l'Eglise, sur la misère, sur la violence du paysage — sont une indication, une projection de ce qui sera dans un siècle ou deux, si vraiment « tout change ».

Le Guépard, beaucoup plus que *La terra trema* ou *Rocco et ses Frères,* définit une position presque désespérée et impossible à tenir. Il est à la fois le spectacle d'un univers personnel et la critique de cet univers. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a quelque chose de quasi héroïque dans cet engagement qui détruit des valeurs acquises par un homme sans les remplacer directement par leurs contraires. ★

NARCISSISME À "LA PATRIE"

par Gilles PRATTE

Si le degré de « jaunisse » d'un journal se mesure à l'écart coupant le titre de la matière d'information, *La Patrie* est une feuille tirant un peu sur le canari.

Il y a un « si », oui. Pour ma part, je crois quand même que la fausse représentation consistant à aguicher le lecteur par un déploiement de force dans un titre n'ayant aucune correspondance avec le contenu du texte est une des formes les plus répandues de jaunisme.

La Patrie sert ici de mauvais exemple. Elle se cherche une place quelque part entre *Nouvelles illustrées* et l'*Express;* par le fond, elle se rapproche du premier, par la facture, du second.

La formule-*Express* de la *Nouvelle Patrie* ne sert qu'à mettre en relief le loufoque ou le grotesque qu'elle sert trop souvent à ses lecteurs, sous couvert de révélations.

Les titres de *La Patrie* (première page) sont, ma foi, fort alléchants. C'est des titres à vous racoler le passant, à lui couper le souffle et les jambes.

(Les femmes en veulent aux hommes, mais elles ne peuvent s'en passer (19 octobre); Notre reporter a vu Liz Taylor au bord du désespoir (2 octobre) ; Michel Louvain : L'ennui va me rendre Fou" (9 mai) ; Marjolaine Hébert m'a dit J'aime, J'aime, J'AIME (24 avril).

Voilà pour le grotesque.

Mais il y a aussi : Montréal, port de la drogue — nos reporters ouvrent le dossier du trafic des stupéfiants (5 septembre) ; Pourquoi l'île Ste-Hélène — Les raisons « cachées » dévoilées par Jean Paré (4 août) ; SCANDALE à Ste-Justine — Jean Paré a découvert le drame que cache la grève des infirmières.

Voilà pour la candeur et la naïveté. A moins que ce ne soit autre chose.

Il n'y a pas de doute. Des titres comme ceux-là retiennent leur homme. Les révélations proposées paraissent fantastiques. Et pourtant, tout cela n'est que jeu d'emballage. A la lecture on voit tout de suite qu'il n'y a rien là-dedans qu'on ne peut trouver dans les quotidiens depuis une semaine, sinon l'excellent souffle de Jean Paré.

Le metteur en page de *La Patrie* doit être bien candide pour voir, comme cela, des découvertes partout. Mais, ça ne fait pas très sérieux. Et c'est qu'il y a beaucoup de narcissisme là-dedans. L'hebdomadaire de la rue Ste-Catherine se donne l'illusion de découvrir des choses.

Ce qu'il a découvert de mieux, c'est encore la mise en page de l'*Express.*

Quand on dit que *La Patrie* se prend pour L'*Express,* c'est sérieux. Certaines mises en page sont calquées ligne pour ligne sur la première page de l'*Express* de la semaine précédente. (CF. *La Patrie* du premier août 1963 — Exactement même mise en page avec photo d'une baigneuse courant sur la grève. C'était tellement frappant que les deux pages ont été affichées au babillard d'un grand journal de Montréal).

C'est du plagiat impur et simple. On l'a même trouvé tellement bonne cette mise en page de L'*Express,* qu'on l'a répétée plusieurs semaines de suite.

Côté éditorial, ça ne pige pas fort non plus à *La Patrie.* Le ton est le même et le narcissisme encore plus développé. On peut même dire que l'équipe éditoriale réussit un phénomène physique particulièrement rare. Remplie d'elle-même, elle fait le plein par le vide.

Oh, bien sûr, Yves Michaud a été honoré du prix de l'Union canadienne des journalistes de langue française pour l'éditorial. J'espère, au moins, qu'il ne lui a pas été décerné pour son papier : « Le séparatisme est mort », publié au moment où son propre journal faisait ses repas gras de la révolution séparatiste.

★

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne en due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 4 décembre 1963, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Claude Longpré

VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson

SECRÉTAIRE :
Jean Dostaler

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS :
Benoît Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau
Jean Pellerin
Pierre Vallières

CONSEIL DE SURVEILLANCE :
Jean-Gérin Lajoie, président
Marc Lalonde
Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR
Jean-Guy Rousseau, C.A.

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."